

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°35

Juillet-septembre 2024

Antifascisme, antiracisme

Table des matières

Ivan De Vadder, expert de la politique belge à la VRT : « La Flandre n'est pas en train de devenir fasciste ».	3
Non, les Américains ne voulaient pas libérer la France.....	10
Annie Lacroix-Riz – Les Origines du plan Marshall,.....	10
« Nous défendre nous-mêmes » : ces femmes qui font avancer la lutte contre le racisme anti-« gens du voyage ».....	17
Bretagne : Marion Maréchal en croisade sur les terres de son grand-père.....	20
À Lyon, les écologistes bataillent contre l'extrême droite écofasciste.....	25
Ce réseau libertarien qui veut imposer ses idées en France.....	28
Ne pas se tromper de fléau.....	32
Adolph Hitler est le « porteur de flambeau de la démocratie » en Ukraine.....	33
120 jours de gouvernement d'ultradroite en Argentine.....	38

Ivan De Vadder, expert de la politique belge à la VRT : « La Flandre n'est pas en train de devenir fasciste »

En Flandre, les nationalistes – et parmi eux, les plus radicaux – ont le vent en poupe. Le « dimanche noir » qui se profile est-il une menace pour l'avenir de l'État belge ? Que veulent les Flamands ? Voici les réponses d'un journaliste flamand aux questions d'un journaliste francophone. Ivan De Vadder travaille depuis de nombreuses années pour la chaîne de radio et de télévision publique flamande. Observateur aguerri de la politique belge, il est aussi l'auteur de plusieurs livres et de chroniques pour la presse écrite.



Ivan De Vadder : « Ce qui me préoccupe, c'est la masse de gens qui ne veulent plus aller voter. La plus grande menace pour notre avenir, elle se trouve là. » ©VRT NWS 2024 X Damon De Backer

Paris Match. Si l'on en croit les sondages, 26 % des électeurs flamands s'apprêtent à voter pour l'extrême droite. Comment en est-on arrivé là ?

Ivan De Vadder. Faut-il y voir une spécificité de la Flandre ? Je ne le crois pas. Dans de nombreux pays européens, en France, en Allemagne, en Italie mais aussi en Scandinavie, on observe que des partis de la droite radicale ont le vent en poupe. En Flandre, ce discours s'articule principalement autour du débat sur la migration et de l'économie. Et bien sûr, le Vlaams Belang lie ces deux thématiques en affirmant que le pouvoir d'achat a diminué à cause de la migration. Il pourrait aussi tirer bénéfice de ce qui vient de se passer en Hollande où le vote pour un parti de droite radicale a été « utile », en ce sens que le PVV de Geert Wilders est parvenu à former un gouvernement. Or, ce qui se déroule aux Pays-Bas a une influence sur la société flamande.

Dans ce contexte, c'est l'absence d'une présence d'extrême droite significative dans la Belgique francophone qui fait figure d'exception ?

Oui, mais il y a un point commun entre les deux communautés : l'affaiblissement des partis traditionnels. En Flandre, où l'offre politique est plutôt à droite, le vote contestataire se dirige vers l'extrême droite. Du côté francophone où, à l'exception du MR qui a entamé un virage vers la droite, l'offre générale est plutôt de centre, centre-gauche, le vote de contestation se dirige vers l'extrême gauche. Des deux côtés, le centre est en train de disparaître (NDLR : on note tout de même un réveil dans les sondages du parti « Les Engagés » côté francophone). Comme les partis traditionnels font de moins bons scores électoraux, les coalitions gouvernementales, au fédéral, comptent de plus en plus de partenaires. Cela débouche sur des mélanges idéologiques improbables, par exemple entre des écologistes, des libéraux et des socialistes. La nécessité de compromis devient si importante qu'elle réduit la lisibilité de la politique. Les citoyens en arrivent à s'interroger sur ce qu'est la ligne du gouvernement. C'est un cercle vicieux qui fait le jeu des extrêmes, lesquels proposent des solutions « simples » et ne s'encombrent pas de compromis.

Vivons-nous une crise de la démocratie représentative ?

Oui, comme dans d'autres pays, il y a ce sentiment d'une partie des citoyens de ne plus être représentés par leurs élus. En Belgique, cette perception est renforcée par la complexité du système politique, par le morcellement des compétences entre le fédéral et les entités fédérées. Qui décide quoi ? Ce n'est pas limpide. La crise sanitaire, gérée par d'innombrables ministres de la Santé, a montré qu'on arrivait au bout de ce modèle : quand on doit agir rapidement et de manière efficace, ça patine. Voilà qui fait aussi le jeu de ceux qui tiennent des discours radicaux.



Yvan De Vadder : « Oui, la progression de la droite radicale interpelle. Pour autant, je n'utiliserai pas les mots de « racisme » et de « discrimination » comme vous le faites. » ©Jean Luc Flemal

Cela étant posé, a-t-on une idée du profil type des Flamands qui se laissent bercer par le discours du Vlaams Belang ?

Il n'y a pas de profil type. C'est un phénomène transversal. Le Belang trouve désormais des électeurs dans toutes les tranches de la population, peu importe leur niveau d'instruction, leurs revenus ou leur localisation dans les grandes villes ou à la campagne. À l'instar de ce qui se passe en France avec le Rassemblement national, ces électeurs sont un peu « M. et Mme Tout-le-monde ». Le Vlaams Belang est devenu un « Volkspartij », comme on dit en néerlandais, un parti du peuple, en ce sens qu'il attire des personnes de toutes les catégories.

« M. et Mme Tout-le-monde » se retrouvant dans un discours raciste et discriminant, n'est-ce pas terrifiant ?

Oui, la progression de la droite radicale interpelle. Pour autant, je n'utiliserai pas les mots de « racisme » et de « discrimination » comme vous le faites. Le Belang a été condamné pour racisme en 2004, mais depuis lors, il a adapté son discours et n'a plus été sanctionné de ce chef. Bien sûr, un individu comme Dries Van Langenhove (NDLR : fondateur du mouvement de jeunesse Schild & Vrienden, élu à la Chambre des représentants de Belgique sur la liste Vlaams Belang en 2019) a été condamné récemment pour délit raciste mais, officiellement, il n'a jamais été membre du parti. Je trouve qu'on a parfois tendance à faire des raccourcis du côté francophone. Aussi, l'attrance d'un quart des Flamands pour le Belang ne signifie pas que la Flandre est devenue raciste. Ce qui est vrai, c'est qu'il y a un point d'irritation dans une partie de la population en regard de la problématique migratoire qui est perçue comme insuffisamment contrôlée et que, d'évidence, le Belang surfe sur cette perception. Ces extrémistes instrumentalisent aussi les questions sociales, par exemple le pouvoir d'achat. Plus encore, ils exploitent le climat antisystème qui s'est développé ces dernières années. Ces tendances s'observent dans bien d'autres régions du monde : ne citons que l'exemple de l'électorat de Trump aux États-Unis.

Dans l'une de vos chroniques, vous avez parlé « d'électeurs fâchés »...

En effet. Et j'ajoute que la démocratie peut survivre au fait qu'il y ait des électeurs fâchés. Ce qui me préoccupe plus, c'est le désintérêt total d'une partie de la population pour le débat politique, la masse de

gens qui ne veut plus aller voter. La plus grande menace pour notre avenir, elle se trouve là. La décision récente du gouvernement flamand de ne plus rendre le vote obligatoire aux élections communales et provinciales m'inquiète profondément.



Ivan De Vadder : « J'ai parfois le sentiment qu'il y a une certaine hypocrisie des francophones à l'endroit des Flamands ». ©Jean Luc Flemal

Les Flamands sont-ils devenus coléreux ?

(Il s'énerve un peu) Pas plus que d'autres peuples ! Quand le Rassemblement national monte en France, quand le PVV accède au pouvoir aux Pays-Bas, on n'en tire pas des conclusions générales sur ce que seraient devenus les Français ou les Néerlandais ! J'ai parfois le sentiment qu'il y a une certaine hypocrisie des francophones à l'endroit des Flamands : quand il y a un débat avec un représentant du RN sur France Télévisions, vous le regardez, vous le commentez. Mais quand le Vlaams Belang passe à la télévision flamande, vous vous en offusquez.

L'affaire Conner Rousseau ne nous dit-elle pas quelque chose de l'existence d'un certain racisme ordinaire en Flandre ?

Alors là, on va parler franchement ! Le fait que des mandataires politiques francophones aient été impliqués dans des magouilles ne signifie tout de même pas que tous les francophones sont des hors-la-loi !

Mais verrait-on un président de parti traditionnel francophone tenir des propos racistes et revenir se présenter aux élections quelques semaines plus tard ?

Conner Rousseau a eu un comportement inacceptable, qui fait l'objet de poursuites judiciaires. C'est son choix de se présenter tout de même aux élections, mais cela ne témoigne en rien du fait que les Flamands seraient devenus particulièrement racistes.

Certains politiques flamands ne cessent de critiquer la gestion francophone de la chose publique : trop de dépenses, trop de déficit budgétaire... À force, dans le sud du pays, on ressent une forme d'arrogance, voire de condescendance de la Flandre.

En effet, de part et d'autre de la frontière linguistique, certains politiques, mais aussi les médias, entretiennent lourdement certains clichés. Je comprends que cela peut irriter. Mais moi, ce que je constate, quand je rencontre des francophones, c'est que les contacts sont toujours chaleureux. Des liens forts unissent les communautés. On l'a vu en 2021, lors des inondations en Wallonie : beaucoup de Flamands se sont montrés solidaires avec les sinistrés. Mais même dans ce contexte, les idées reçues ont refait surface : j'ai été stupéfait de constater que les francophones exprimaient une grande surprise en regard de ces manifestations de soutien venues du Nord, comme s'il était entendu que les Flamands étaient des « monstres », incapables de générosité. Les uns et les autres, nous devons sortir de ces représentations toutes faites. Le premier remède, c'est un enseignement de qualité : tant au sud qu'au nord, on devrait mieux apprendre les deux langues principales, plus s'ouvrir à la culture, à l'histoire, aux réalités sociologiques de la communauté voisine. C'est un prérequis fondamental si l'on veut que ce pays perdure. Il faut qu'on se comprenne mieux, qu'on sorte des clichés : non, les Flamands ne sont pas tous des « fils de collabos » qui parlent la « langue des boches ». Non, les Wallons ne se définissent pas par leur viscérale « fainéantise ». Mais oui, des imbéciles, des obtus et des intolérants, il y en a partout. D'ailleurs, ils sont équitablement répartis au nord, au centre et au sud du pays.

Sans doute la perception francophone de l'état d'esprit des Flamands est-elle fortement influencée par le discours de Bart De Wever. Ses petites phrases assassines ont un fort impact médiatique.

Il ne s'agit là que de considérations émises par le président d'un parti qui ne représente que 20 % de la population flamande. Bart De Wever exprime ses idées, mais il n'est pas l'opinion flamande. Sans doute parle-t-il très cash, mais il est bien payé en retour du côté francophone, où on a tendance à le démoniser. Cela dit, je ne le plaindrai pas : cette position de « chahuteur-chahuté », il l'apprécie, je dirais même qu'il la recherche.

Les idées séparatistes ne progressent-elles pas en Flandre ? Un récent sondage a indiqué que, désormais, quatre Flamands sur dix y seraient favorables.

J'ai aussi lu récemment les propos rattachistes d'un ministre socialiste francophone (NDLR : Pierre-Yves Dermagne) ! Ensuite, les sondages, on leur fait dire beaucoup de choses. Ils sont influencés par la manière dont on pose les questions. Je peux vous en citer un autre qui démontre qu'une réforme de l'État n'est pas du tout la préoccupation première des Flamands, qu'ils sont bien plus intéressés par les questions de pouvoir d'achat, de migration, de fonctionnement du système politique. Ma perception est qu'une grande majorité des Flamands ne veulent pas se séparer des francophones. En même temps, il est exact qu'un sentiment – on pourrait dire aussi une impression ou un cliché – s'est installé dans la société flamande : cette idée que la francophonie, la Wallonie particulièrement, est devenue une remorque que la Flandre, plus prospère, tire derrière elle. C'est l'image du baxter qui a été utilisée par Bart De Wever. J'insiste, toutes ces représentations qu'on se fait les uns des autres ne sont pas très fructueuses. Dans tout débat, la vérité est affaire de nuances plutôt que de slogans, mais en même temps, c'est un fait : depuis 1965, le PIB de la Flandre est supérieur à celui de la Wallonie.

Il est beaucoup question dans le discours politique flamand, principalement bien sûr dans celui des nationalistes, des transferts d'argent nord-sud. Mais ce qui cimente un pays, c'est tout de même autre chose que des comptes équilibrés entre ses régions ?

Oui, certainement. Dans tous les pays, il y a fort heureusement de tels mécanismes de solidarité. Cela existe aussi en France et en Allemagne, par exemple. Mais voilà, c'est moins visible parce qu'il y a beaucoup plus de régions qu'en Belgique et, surtout, cela ne fait pas débat. Cela étant posé, les déficits budgétaires des gouvernements wallons et bruxellois posent question. Il faut trouver une solution à ce problème structurel, car il donne des arguments aux nationalistes flamands. Surtout qu'au Nord, on cherche à équilibrer les budgets.



©Photo News

Oui mais, durant la campagne électorale, Bart De Wever a plusieurs fois affirmé qu'il refuserait une telle alliance. Je ne crois pas que le cordon sanitaire va se rompre après les élections. La Flandre n'est pas une copie conforme des Pays-Bas. De plus, la complexité politique et institutionnelle de la Belgique barre la route à une coalition Vlaams Belang/N-VA. Si Bart De Wever prenait cette orientation, aucun parti francophone ne voudrait encore discuter avec lui et il serait exclu de toute possibilité de devenir un jour le Premier ministre d'un gouvernement fédéral. Or, même pour un parti nationaliste comme la N-VA, le niveau fédéral est un lieu de pouvoir incontournable, car on y exerce des compétences essentielles en termes d'économie, de travail, de migration, etc. Un argument encore, si cela peut rassurer vos lecteurs francophones : la N-VA est un parti démocratique et il ne doit certainement pas être assimilé au Vlaams Belang.

D'autres commentateurs de l'actualité flamande estiment cependant que la N-VA pourrait être tentée par une alliance avec l'extrême droite.

Je ne crois pas à ce scénario. En ce moment, je dis bien « en ce moment », le niveau fédéral est encore très important pour le parti de Bart De Wever. De plus, si les deux partis nationalistes flamands ont une majorité, même sans former un gouvernement, cela rendra la N-VA incontournable tant au niveau flamand qu'au niveau fédéral. C'est ça, le jeu stratégique de Bart De Wever, certainement pas d'alourdir son bagage avec le Belang.

Toutefois, des voix plus ambiguës sur une potentielle alliance avec le Belang se sont fait entendre. Par exemple, celle de Jan Jambon. Ou celle encore de Jean-Marie Dedecker, qui est tête de liste N-VA à la Chambre en Flandre-Occidentale.

C'est vrai, la possibilité d'une rupture sur cette question au sein de la N-VA est envisageable. Mais dans ce cas, les sécessionnistes seront confrontés à la réalité des chiffres : une N-VA divisée en deux ne suffira pas pour former une majorité avec le Belang.

La N-VA trouvera-t-elle des interlocuteurs au niveau fédéral après les élections ? Magette affirme que les socialistes francophones ne veulent pas discuter de la réforme de l'État souhaitée par De Wever, qui en fait une priorité. Paul ne voit pas Bart Premier ministre, et inversement. Blocage en vue ?

Il faut attendre le résultat du scrutin. Le PS sera-t-il encore le parti dominant du côté francophone ? Ou sera-ce plutôt le MR ? Pendant la campagne électorale, les libéraux francophones ont dit qu'ils étaient prêts à lâcher du lest, non pas pour une réforme de l'État, comme le voudrait De Wever, mais tout de même dans le sens d'une responsabilisation financière des entités fédérées. Georges-Louis Boucher tend la main à la N-VA parce que, d'évidence, si l'on exclut les questions institutionnelles, son parti est celui qui, dans le paysage francophone, est le plus proche de celui de Bart De Wever. En d'autres termes, si le MR devenait la formation politique dominante en francophonie, un bloc de centre-droit pourrait se former (MR/Les Engagés, N-VA/Open Vld/CD&V). Cet attelage n'aurait peut-être pas la majorité, mais il pourrait aller vers

les socialistes en leur demandant s'ils veulent participer ou pas (NDLR : cet entretien a été réalisé le 29 mai pour l'édition papier de Paris Match. Depuis lors, des propos de campagne ont renforcé l'hypothèse émise par notre interlocuteur). En tous cas, je crois que, dans une telle configuration, les discussions au niveau fédéral pourraient avancer plus vite. Ce serait un scénario bien différent de celui qu'on propose depuis des mois, à savoir l'indispensable accord historique entre la N-VA et le PS pour faire bouger ce pays. Je dirais même que ce bloc de centre-droit est la seule voie praticable pour De Wever dans la mesure où, comme vous le dites, Magnette ne cesse de répéter qu'il ne veut pas de réformes institutionnelles. Mais encore une fois, c'est la mathématique, au lendemain du 9 juin, qui donnera les clés du futur. Peut-être y aura-t-il les blocages que nous avons connus dans le passé, mais, à mon sens, il n'est pas exclu que tout devienne beaucoup plus clair qu'auparavant, qu'on se réveille dans un autre monde.



Ivan De Vadder : « Je ne crois pas que la Belgique sera mise en danger. Mais il est clair que ce pays est engagé dans un processus évolutif et que celui-ci se poursuivra ». ©Jean Luc Flemal

Ce dont vous nous entretenez ressemble fort à cette « union des partis de centre-droit » qu'Alexander De Croo a appelée de ses vœux ?

Oui, c'est de cela qu'il s'agit. Partant, il y a encore beaucoup d'incertitudes sur ce que veut réellement la N-VA. La réforme de l'État sera-t-elle vraiment incontournable pour elle ? De quoi parle-t-on précisément ? Il faut se rendre compte qu'une réforme importante impliquerait des grands-messes politiques dans des châteaux, à Val Duchesse ou ailleurs. La N-VA veut-elle vraiment cela, alors que ce genre de discussion prend beaucoup de temps et d'énergie, alors aussi que les gens sont demandeurs de réponses à des questions bien plus concrètes, relatives au vivre-ensemble et à leurs fins de mois ? Un tel contexte pourrait déboucher sur des réformes à minima, des compromis.

Par exemple ?

Des compétences pourraient devenir bicéphales. C'est un scénario qui a été évoqué par des universitaires. On a déjà connu ça dans le domaine de l'enseignement, dans les années 1970. Une compétence reste fédérale, mais au sein du gouvernement, on divise l'enveloppe budgétaire de manière équitable entre francophones et Flamands et on désigne un ministre responsable pour chaque communauté. C'est une idée parmi d'autres qui démontre que si l'on n'a pas la majorité des deux tiers nécessaires pour une réforme de l'État, on peut tout de même avancer un peu. La N-VA pourrait-elle se contenter de cela ? On ne le sait pas. Alors que nous discutons, la campagne électorale est encore en cours. Il y a les grandes déclarations d'intention avant le scrutin, et ensuite la réalité des négociations et des compromis.

Et si on allait dans l'autre sens ? Un certain discours francophone prône de refédéraliser un certain nombre de compétences. Est-il audible en Flandre ?

Oui, il l'est pour tous les partis sauf la N-VA et, évidemment, le Belang. La crise sanitaire nous a démontré à quel point le système était devenu complexe et inefficace quand il s'agit de trouver des solutions rapides et coordonnées à des problèmes cruciaux qui concernent tous les Belges. La solution pourrait donc être en effet de refédéraliser des compétences ou, au moins, des parties de compétences. Lesquelles ? Cela fera l'objet de négociations. Par exemple, le CD&V est ouvert à des refédéralisations, mais pas dans le domaine de la santé.

Le résultat des prochaines élections pourrait-il créer une menace pour l'avenir du pays ?

Non. Je ne crois pas que la Belgique sera mise en danger. Mais il est clair que ce pays est engagé dans un processus évolutif et que celui-ci se poursuivra. Ce qui se passera après le 9 juin sera important, mais cela se traduira-t-il par une réforme de l'État ou des refédéralisations partielles ? Personne ne le sait.

Le professeur Bart Maddens (KU Leuven), un homme assez proche des idées de Bart De Wever, estime que « si une majorité nationaliste flamande se dégage au Parlement flamand après les élections, ce sera un fait politique majeur, qui signifiera la fin de la Belgique telle que nous la connaissons actuellement ».

Oui, c'est un fait qui va probablement influencer l'histoire de la Belgique. Toutefois, ce professeur qui ne cache pas ses engagements nationalistes ne parle pas d'un gouvernement Belang/N-VA, ni de faire sauter le pays. Il fait plutôt allusion au fait que les francophones, aussi en raison de leurs difficultés financières, seront contraints d'accepter une septième réforme de l'État.



Ivan De Vadder : « La nostalgie est un sentiment dangereux, qui a peu de rapport avec la mémoire et l'Histoire ». ©Jean Luc Flemal

En 2002, alors qu'il était président de l'Open Vld, Karel De Gucht a dit : « La Belgique est condamnée à disparaître à terme, à s'évaporer. » Des propos excessifs ?

Je pense que ce qu'il dit est exact, mais que cela ne se passera pas avant plusieurs décennies, notamment parce que l'Europe n'est pas prête à accepter des aventures indépendantistes. Mais on ne peut contester que l'évolution de la Belgique ait pris cette direction et que les Flamands ne feront plus jamais marche arrière. Quand j'évoque la Belgique à l'étranger, je parle souvent de deux âmes dans un corps, de deux peuples qui cohabitent dans un pays. On a bien sûr des points communs, des choses qui nous rassemblent, mais, en même temps, cela fait cinquante ans maintenant que chaque communauté a son enseignement, qu'on forme des jeunes avec des références différentes. Cette évolution – je ne parle pas de révolution – se poursuivra. 2024 sera peut-être une étape importante.

N'y a-t-il que des francophones pour être nostalgiques de la Belgique d'antan ?

Oui, certainement. Cela me fait penser au mot allemand « Ostalgie » qui désigne la nostalgie ressentie par certains Allemands de l'Est pour la vie en RDA avant la réunification en 1990. Ces personnes en arrivent à croire que c'était mieux avant. Cela nous démontre que la nostalgie est un sentiment dangereux, qui a peu de rapport avec la mémoire et l'Histoire. Le paradis unitaire où tout le monde était content, je crains qu'il n'ait jamais existé. Il y a toujours eu deux communautés en Belgique. Il y avait déjà des pétitions flamandes au XIXe siècle pour affirmer que les Flamands et les Wallons formaient deux entités différentes. Et c'est un Wallon, Jules Destrée, qui écrivait en 1912, dans sa lettre au Roi : « Sire, vous réglez sur deux peuples. Il y a en Belgique des Wallons et des Flamands, il n'y a pas de Belges. »

Michel BOUFFIOUX, journaliste
Publié le 07-06-2024

Non, les Américains ne voulaient pas libérer la France.



© Inconnu

Charles-de-Gaulle : « Le débarquement du 6 juin, ç'a été l'affaire des Anglo-Saxons, d'où la France a été exclue. Ils étaient bien décidés à s'installer en France comme en territoire ennemi ! Comme ils venaient de le faire en Italie et comme ils s'apprêtaient à le faire en Allemagne ! »

(...)

Charles-de-Gaulle : « C'est exactement ce qui se serait passé si je n'avais pas imposé, oui imposé, mes commissaires de la République, mes préfets, mes sous-préfets, mes comités de libération !

Et vous voudriez que j'aie commémorer leur débarquement, alors qu'il était le prélude à une seconde occupation du pays ? Non, non, ne comptez pas sur moi ! Je veux bien que les choses se passent gracieusement, mais ma place n'est pas là ! »

« Et puis, ça contribuerait à faire croire que, si nous avons été libérés, nous ne le devons qu'aux Américains. Ça reviendrait à tenir la Résistance pour nulle et non avenue. Notre défaitisme naturel n'a que trop tendance à adopter ces vues. Il ne faut pas y céder ! »

Éric BRANCA et Clémence HOUDIAKOVA, *mondialisation.ca* , 09 juin 2024

Annie Lacroix-Riz – Les Origines du plan Marshall, Le mythe de « l'aide » américaine



Annie Lacroix-Riz est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université Paris 7. Pour nos lecteurs assidus, cette auteur a déjà publié un article sur notre site et avait répondu à l'occasion à quelques questions en 2017, date anniversaire de la révolution bolchevique. Elle participe aussi à un mouvement communiste, le Pôle de renaissance communiste en France. Le livre que je vous présente est un équilibre entre ces 2 pôles, le travail très précis d'une historienne sur cette période historique de la fin de la 2nd guerre mondiale et de l'immédiate après-guerre, mais aussi une vision assumée et affirmée de sa vision communiste de l'histoire, qu'elle entend défendre face à un conformisme béant d'une très grande partie de la classe universitaire pour ne prendre qu'eux.

En préambule, on peut aussi citer son précédent livre *Le choix de la défaite* qui déroule la période des années 30 jusqu'à la guerre et qui a beaucoup fait parler sur les classes politique et économique au pouvoir à cette époque. Ce nouveau livre est sans doute une suite du point de vue temporel, car si le plan

Marshall semble être, dans son récit officiel, le fruit de la volonté de reconstruction de nos « amis » étasuniens dans l'immédiate après-guerre après une guerre qui aura ravagé, entre autres, le continent européen, l'histoire que nous relate Annie Lacroix-Riz se joue très largement pendant la guerre avec le basculement progressif des dirigeants français de la collaboration avec l'occupant allemand à la prise de contact puis l'acceptation d'une mise sous tutelle du pays par la nouvelle

Les Origines du plan Marshall – Le mythe de « l'aide » étasunienne

Le livre s'articule autour d'une trame historique qui va de la victoire des États-Unis d'Amérique moins sur le terrain militaire que sur le terrain politique et économique, à la transition politique en France et la période de reconstruction de l'Occident, Allemagne comprise. Livre d'histoire, il s'appuie beaucoup sur les rares sources disponibles, les FRUS (The Foreign Relations of the United States, documentation officielle) des États-Unis, même largement censurées, et les témoignages des acteurs de ce grand jeu géopolitique comme De Gaulle ou Monnet côté Français. 70 ans après, il est encore des informations qui semblent trop sensibles pour être lues par nos contemporains.

Pour ceux qui ont lu certaines de nos traductions, comme *Le mythe Roosevelt* de John T. Flynn ou encore *La guerre perpétuelle pour une paix perpétuelle*, vous retrouverez une partie non négligeable des analyses historiques d'Annie Lacroix-Riz par des auteurs étasuniens plutôt libéraux, soulignant encore la qualité des sources de ce livre. Cette analyse des origines du plan Marshall est même un complément fort utile pour comprendre que derrière des discours sur la liberté et la démocratie, ce sont bien des motifs économiques, financiers et même impériaux qui guident la pensée des élites politiques des différentes administrations qui se sont succédé avec et après Roosevelt.

Si le livre parle beaucoup de géopolitique, l'auteur articule aussi son propos sur la France et le personnel politique du moment, passant d'un plan à l'autre en déroulant la séquence historique. Il est peu dire que la haute fonction publique, les syndicats, le personnel politique sont passés à la paille de fer et beaucoup sont nominativement mis à nu pour leur rôle avant guerre de collaboration avec l'Allemagne, après avec les États-Unis et pendant, dans un abominable jeu de retournement de veste qui n'a rien à envier à la bassesse de nos contemporains.

Sans dévoiler le livre, ce plan Marshall est une « magnifique » opération étasunienne de prise de contrôle des anciennes puissances impériales occidentales, l'Angleterre d'abord mais la France aussi avec un laisser faire visible déjà coupable doublé d'un activisme derrière le rideau, une course à la soumission pour se tailler un strapontin dans la France d'après-guerre.

Annie Lacroix-Riz détaille les mille et une méthodes des étasuniennes pour nous faire tout payer, les stocks non utilisés, les surplus de l'industrie EU, même et surtout s'ils ne sont que de peu d'utilité pour notre reconstruction et encore les dégâts de la guerre en France subis par les intérêts étasuniens. C'est à sens unique et le gouvernement des EU utilise à fond la grosse ficelle du Congrès qui pourrait « mal le prendre » pour encore durcir les conditions pour tout nous imposer sans que personne ne conteste. Même De Gaulle qui, s'il résiste sur certains points, laisse finalement le champ libre selon l'auteur.

Au delà de ce pillage en règle pour asseoir la puissance de cet empire montant, l'hégémon mène aussi une guerre culturelle qui le renforce avec comme pierre angulaire le cinéma et la marée de films made in Hollywood qui va balayer toute espérance d'une autonomie culturelle. Il n'y a qu'un modèle et nul ne va y échapper. Les hommes d'influence d'outre-Atlantique ont tout compris des méthodes d'asservissement d'une population. Plus besoin de bombes ou de prisons, la prise de contrôle des esprits par imprégnation culturelle se met déjà en place.

Que reste-t-il de cette lecture ? Une longue séquence historique déjà abordée dans ces précédents livres et qui va se poursuivre sans doute dans de prochains à paraître, qui confirme notre propre biais sur ce site, les conditions de cette seconde guerre mondiale et sa conclusion sont des références essentielles pour comprendre notre monde actuel. Il faut y revenir encore et encore pour éclairer ce que certains veulent garder dans l'ombre. Si le livre fourmille de détails et de sources, une centaine de pages pour les références tout de même, la mise en perspective de l'Histoire par Annie Lacroix-Riz permettra à chacun de confronter sa vision de cette période historique avec la réalité d'une histoire complexe, extraordinaire au sens propre du terme.

Interview du Saker Francophone sur Les origines du Plan Marshall

Bonjour Annie Lacroix-Riz, pour nos lecteurs qui ne vous connaîtraient pas, pourriez-vous présenter ?

ALR : Je suis professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris 7-Diderot, restée, comme il est logique, chercheuse après ma retraite de l'enseignement, et auteur de nombreux ouvrages et autres travaux sur les relations inter-européennes et Europe-États-Unis et sur la France (politique intérieure et extérieure) de l'entre-deux-guerres aux années 1950. On trouvera un état récent de ces travaux dans le CV de mon site.

LSF : Vous associez une partie des dirigeants français de l'époque à une synarchie. Pouvez-vous revenir sur ce terme et expliquer si on retrouve ce genre d'organisation dans d'autres pays comme une récurrence pour gouverner au-dessus des peuples peut-être ?

ALR : Dans deux livres sur l'entre-deux-guerres – *Le choix de la défaite* (dont la mise à jour augmentée paraît en poche le 24 avril 2024, <https://www.dunod.com/histoire-geographie-et-sciences-politiques/choix...>, https://www.dunod.com/sites/default/files/atoms/files/Feuilletage_4175.pdf) et *De Munich à Vichy*, en 2008 (<https://www.dunod.com/histoire-geographie-et-sciences-politiques/munic...>) –, j'ai montré comment la guerre contre les salaires et les revenus non monopolistes avait, peu après la Première Guerre mondiale, conduit la fraction la plus concentrée du capital financier à se structurer pour imposer une solution politique « à poigne » : fasciste. La même que celle prévue pour l'Italie, très grosse débitrice de guerre, par ses créanciers internationaux, dont les grandes banques françaises, et que ces créanciers aidèrent leurs homologues italiens à imposer grâce à leur candidat politique : l'ancien socialiste Mussolini, devenu depuis 1914 la créature de FIAT et de toute l'industrie d'armement, qui voulaient associer l'Italie à la rentable boucherie.

Ce petit groupe, de douze financiers à l'origine (1922), dont les chefs des banques Worms et Nervo, d'une trentaine dans les années 1930, qui contrôlait la France du sol au plafond, via des mécanismes exposés par *Le choix de la défaite*, a pris le nom de synarchie. Le concept est combattu depuis plus de cinquante ans par des historiens « raisonnables » ou « du consensus » qui répètent à l'envi qu'il n'y a pas de « fascisme français » de droite. Le fascisme français ne serait né et n'aurait existé qu'à gauche, entre les anarcho-syndicalistes de Sorel avant 1914 et les « renégats » à la Mussolini, puis, après la Première Guerre mondiale, sous l'égide des « renégats » de la SFIO (Marcel Déat) et du PCF (Jacques Doriot). On nous le martèle à la télévision, historiens médiatiques à l'appui.

Les archives sont formelles, le pionnier de l'histoire du fascisme français, l'historien étasunien Robert Soucy, l'a démontré dans ses « *Deux vagues du fascisme français* », 1924-1933, puis 1933-1939 (*en fait*, 1941) de 1986 et 1994, traduites de plus en plus tard – 1992 pour le premier et 2004 pour le second. Ce dernier a reçu un intitulé particulièrement malhonnête : *Le fascisme français, 1924-1933, clair, est devenu Fascismes français ? 1933-1939 : mouvements antidémocratiques*. Pluriel, point d'interrogation et re-pluriel transformant fascisme au singulier en « mouvements antidémocratiques », adjectif plus doux, tout y était...

Cette première tentative solide, sur la base d'archives policières, matière première de l'histoire intérieure, a été ruinée par la contre-offensive des « historiens du consensus » dont l'historien étasunien dénonçait les manquements : ceux de Science Po, institution qui, après avoir pris, depuis la décennie 1960, le contrôle de l'enseignement et de la recherche en histoire contemporaine, a chassé, après une polémique violente, en 2006-2007, Soucy du paysage historiographique français, juste quand sortait la première édition du *Choix de la défaite*, enterrée par la même cohorte.

J'évoque cette chasse à l'homme (ou à l'historienne) dans un long prologue du *Choix de la défaite* démontrant, archives à l'appui, que la synarchie a financé et dirigé le fascisme français – de même qu'elle tuteurait la droite classique et toutes les forces de maintien du statu quo général, gauche anticommuniste incluse. Mes autres ouvrages, sur la Deuxième Guerre mondiale et sur l'après-Libération, dont *Les origines du Plan Marshall*, ont suivi l'évolution de ce groupe décisionnaire. L'affaire Robert Soucy (comme la campagne qui me vise depuis les années 1990) n'est pas anecdotique. Le triomphe d'une historiographie sans archives, puissante et hargneuse, a imposé silence de fait aux historiens qui préfèrent les fonds originaux aux colloques riches en ministres et hommes politiques venus conter leurs (faux) « témoignages » : taxés de complotisme, les indépendants, boycottés par tous les grands médias audiovisuels, sont ignorés du public.

La campagne médiatique sur « le mythe de la synarchie » n'a pas cessé depuis la première édition de *La synarchie ou le mythe du complot permanent* (Paris, Perrin, 1998), d'Olivier Dard, professeur à Paris-Sorbonne et conférencier favori de l'Action française – « matrice du fascisme français » (Brian Jenkins) dont étaient membres tous les grands synarques d'entre-deux-guerres. Ce tapage empêche les Français, fraction universitaire incluse, de connaître le fascisme français, né à droite, et financé au sommet, pour des

montants énormes, par la « synarchie » supposée imaginaire. Ignorance funeste dans la conjoncture politique où nous sommes.

Certes, ce gouvernement « au-dessus des peuples » n'avait pas attendu l'année 1922 en France (et ailleurs) mais l'après-Première Guerre mondiale l'avait renforcé. « Les hommes d'affaires comme ceux du Creusot » (les « marchands de canon » en chef, la dynastie Schneider) contrôlaient étroitement leurs obligés, civils et militaires : des « hommes politiques » aux « hommes de main » en passant par « les journalistes » et « les militaires ». Le grand médiéviste Marc Bloch en avait presque tout compris au printemps 1944, dénonçant « les intrigues menées chez nous de 1933 à 1939 en faveur de l'Axe Rome-Berlin pour lui livrer la domination de l'Europe en détruisant de nos propres mains tout l'édifice de nos alliances et de nos amitiés ». Il croyait les militaires plus coupables que tous les autres, et si, dans son *Étrange Défaite* de 1940, il avait agrégé au groupe de traîtres stricto sensu la cime des élites intellectuelles (« de Science Po »), il en avait omis le haut clergé. À ces exécutants de plus ou moins haut rang, comme à leurs tuteurs financiers (très attachés, eux, au secret), les archives attribuent froidement leur rôle respectif dans la décision ou l'exécution.

Oui, au sommet, « les [très grands] hommes d'affaires » dirigent tout, politique intérieure et extérieure. Et, la France étant un impérialisme secondaire, ils adorent, comme leurs homologues italiens, depuis la fin du XIX^e siècle, s'appuyer, en tant que de besoin, sur les « premiers de la classe », allemand et étasunien : ils font avec ces « protecteurs » des affaires fructueuses, quitte à leur octroyer le profit maximum, et peuvent plus aisément maintenir en laisse leurs peuples respectifs redoutés.

LSF : *L'imprégnation du nazisme de certaines élites gouvernantes françaises est un thème central de votre livre.*

ALR : Dans les années 1920, le capital financier est très « atlantique », tout en restant très lié à l'Allemagne, plus que jamais dans la décennie de crise, où le protectionnisme américain pose au monde capitaliste un problème commercial qui ne peut être surmonté que par le protectionnisme et les accords bilatéraux. Le modèle allemand, surtout à l'ère hitlérienne, conquiert les « hommes d'affaires ». Sa poigne anti-salaires et son élimination radicale de tous les instruments de défense de la classe ouvrière les séduisent, d'autant plus que le Reich est un énorme client, vu ses besoins de réarmement, et reste un énorme débiteur.

Non pas pour payer les « réparations » aux vainqueurs européens, énoncées de principe par le Traité de Versailles (juin 1919), puis laborieusement fixées dans la décennie 1920 : le créancier américain de l'Entente franco-anglaise, qui ne voulait pas en entendre parler, les avait ruinées d'emblée, et plus radicalement entre ses Plans Dawes (1924) et Young (août 1929) et leur abandon définitif en 1931-32. Non, l'Allemagne en réarmement clandestin entamé dès 1919 (je dis bien 1919) était le champion de la dette d'après-guerre, et de loin, le débiteur le plus rémunérateur pour les créanciers internationaux, français inclus.

La synarchie anglaise et américaine fut aussi séduite que la française par le bâton anti-ouvrier. Mais aussi par les intérêts et dividendes, entièrement défiscalisés, payables en temps de guerre comme de paix, des emprunts allemands réglés en or par le Reich (en or volé à partir du pillage allemand de la Banque nationale d'Autriche dès l'Anschluss de mars 1938). Et ce, jusqu'en avril 1945 inclus, via la Banque des règlements internationaux, institution (toujours présente) fondée par le Plan Young, installée à Bâle depuis 1930...

Mais le dossier de la germanophilie « occidentale » d'entre-deux-guerres et de ses véritables ressorts est tabou, plus encore que celui de la collaboration économique de guerre. L'historiographie dominante l'a banni du champ académique depuis les années 1990, en certifiant que le capital français, plutôt apolitique mais « patriote », avait dû se plier à tous les diktats allemands depuis le coup de tonnerre de l'été 1940. L'étude de l'entre-deux-guerres révèle à l'inverse une intense collaboration économique et, de plus en plus, politique. La Défaite ne l'a pas fondée mais a permis de la développer. On trouvera tous les détails, à peine croyables, de l'affaire dans *Le choix de la défaite*, De Munich à Vichy et Industriels et banquiers français sous l'Occupation.

LSF : *Peut-on faire le même parallèle entre le basculement de ces mêmes élites à la fin de la guerre vers les EU et l'alignement actuel des dirigeants européens via l'OTAN ? Y a-t-il d'ailleurs pour vous un lien entre ces 2 questions ?*

ALR : De 1940 à 1944, elles ont manifesté un allant pro-allemand forcément refroidi par l'évolution du rapport de forces militaire et général. Même quand elles ont accompagné l'envahisseur jusqu'au bout, elles ont perçu en temps réel les ruptures, dont la première est annoncée par les chefs militaires dans les trois semaines qui suivent Barbarossa. Ainsi, le général Paul Doyen, délégué français à la commission d'armistice allemande de Wiesbaden, annonce le 16 juillet 1941 la défaite allemande, inéluctable en raison de la

« résistance [...] farouche du soldat russe [et du] fanatisme [...] passionné de la population ». La victoire militaire soviétique aura cette conséquence : donner aux États-Unis, « sortis seuls vainqueurs de la guerre de 1918 », une victoire plus écrasante. Les « États européens qui pouvaient rivaliser avec eux » – plus exactement leurs décideurs – devront renoncer à « rivaliser » : quoi qu'il arrive, le monde devra, dans les prochaines décades, se soumettre à la volonté des États-Unis. » On est loin de la terreur du loup-garou soviétique...

Or ces élites, financières et gouvernementales – dont les hauts fonctionnaires financiers, que l'historiographie bien-pensante déguise en « vichysto-résistants », sont, après la Libération, les mêmes que dans l'entre-deux-guerres et pendant l'Occupation. On les retrouve à l'ère américaine qui suit novembre 1942 (l'invasion de l'Afrique du Nord), aussi « atlantistes » et soumises au nouveau protecteur étranger que naguère à l'allemand.

Poser la question du « lien » entre cette étape et l'actuelle, qui a d'ailleurs été officialisée par la fondation du Pacte atlantique (avril 1949) puis son organisation militaire (1950), c'est y répondre. Plus de 80 ans de tutelle quasi absolue ont parachevé une colonisation complète de la « zone d'influence » américaine. Qui se pose la question de l'éventuelle résistance aux Français du pacha Thami El Glaoui, profiteur jusqu'à sa mort (1956) du pillage français du Maroc ? Ou des maharajas indiens au colonisateur britannique ?

LSF : *À quel moment le multilatéralisme en dollars de l'Empire américain que vous évoquez émerge-t-il ? Est-ce un plan ou une opportunité ?*

ALR : Comme le montre l'ouvrage, le sort de l'Europe, entre guerre et après-guerre, correspond au programme de conquête du monde de l'impérialisme désormais hégémonique. Remontant au début du 19^e siècle (et appliqué sur le continent américain), il est revendiqué, sans rupture, par l'exigence de la « Porte ouverte » (à l'égard de tous les rivaux, européens et japonais, en Chine) édictée par le secrétaire d'État Hays en septembre 1899, par les « Quatorze Points de Wilson » de janvier 1918 et par « la Charte de l'Atlantique » d'août 1941.

L'ouvrage montre que c'est le cobaye britannique qui est confronté le plus tôt au rouleau compresseur, lui dont la défaite s'affiche entre cession de bases de 1940, accord de Prêt-Bail (Lend-Lease) de 1941-1942, conférence de Bretton Woods (juillet 1944) et « Munich économique » du 6 décembre 1945 – le fameux prêt de 3,5 milliards de dollars prétendument salvateur. Je recommande à vos lecteurs, pour mieux mesurer l'ampleur du désastre subi par le Royaume-Uni, de lire mon collègue Richard Farnetti, *L'économie britannique de 1873 à nos jours*, A. Colin, 1993, et mon article à paraître ces semaines-ci : « Du programme de la "Porte ouverte" à la mondialisation du dollar (années 1890-juillet 1944) », *Droits*, n° 77, mai 2024, p. 39-86.

La France emprunteuse suit la même route, voguant de Charybde en Scylla entre les emprunts de 1943 et la catastrophe absolue des accords Blum-Byrnes, règlement des dettes de guerre calamiteux accompagné de la remise du cinéma français aux huit « Majors » américaines.

LSF : *Ces dernières années, malgré la chute de l'URSS et la fin de la « menace » communiste, la France semble continuer à servir de colonie aux Américains. Qu'est-ce qui justifie encore cette soumission ? Et cette synarchie, qu'est-elle devenue ?*

ALR : L'URSS n'a jamais été un danger militaire pour l'Ouest, vainqueur militaire épuisé que les Américains traitent en ennemie non pas à partir de l'officielle « Guerre froide » (mars 1947), mais, ouvertement, à Yalta même (février 1945). On nous présente depuis l'origine comme la catastrophe absolue pour l'Europe cette conférence où les Soviétiques comprirent définitivement qu'ils ne toucheraient pas un kopeck de « réparations » de la Ruhr, arsenal des agresseurs allemands et source de leurs ruines : le retors Staline aurait obtenu d'un Roosevelt mourant et d'un Churchill lucide le droit de mettre sous le joug l'Est européen. À la lumière des archives, cette présentation est grotesque, mais elle fait notre ordinaire quotidien, cautionnée par l'historiographie « raisonnable » et atlantiste, qui oppose la terreur soviétique étendue sur la malheureuse Europe orientale à la « démocratie » américaine offerte à l'Europe occidentale, heureusement élargie depuis 1989.

Celle des scrutins bafoués, comme les élections constituantes françaises d'octobre 1945, Washington ayant le pouvoir de faire remplacer, comme je l'ai montré dans *Les origines du Plan Marshall*, un ministre communiste de l'Économie gênant (François Billoux) par un socialiste atlantisé depuis ses séjours académiques d'avant-guerre aux États-Unis financés par la Fondation Rockefeller, et strictement contrôlé, financièrement, depuis novembre 1942 (André Philip) ? Celle de la « renazification » immédiate de l'Allemagne occidentale, interdite de recensions (voir Alfred Wahl, *La seconde histoire du nazisme dans*

l'Allemagne fédérale depuis 1945, Paris, Armand Colin, 2006, et les travaux, au titre explicite, figurant dans mon CV, *Les origines du Plan Marshall* incluses) ? Celle du retour des monarques grecs haïs – le roi Paul, esclave des Anglais jusqu'à leur remplacement par les Américains (1947), sa femme Frederika, princesse allemande et nazie notoire, après des années de terreur organisée par ces deux tuteurs étrangers appuyés sur les anciens collaborationnistes grecs de 1941-1944 ? Cette histoire est interdite au public français, puisque les premiers historiens les plus incontestables du martyre grec ne sont pas traduits (Lawrence Wittner, *American Intervention in Greece*, New York, Columbia University Press, 1982) et que la synthèse de l'historienne française sur la phase britannique de la tutelle est, comme toute étude « critique », privée de publicité médiatique (Joëlle Fontaine, *De la résistance à la guerre civile en Grèce. 1941-1946*, Paris, La Fabrique, 2012 dont on lira l'excellente critique par une de mes collègues de Paris 7, Louise Bruit Zaidman, https://www.persee.fr/doc/raipr_0033-9075_2012_num_184_1_4439_t1_0124_0000_5).

J'arrête ici la liste interminable du modèle « démocratique » bafoué par la corruption, la complicité avec les pires bourreaux et la menace étasuniennes. C'est dommage, je pourrais parler de l'Espagne et des mystères du retour de la « démocratie » monarchique préparée à Washington depuis l'après-guerre, sur fond de soutien inébranlable de fait à Franco jusqu'à sa mort, et de tant d'autres exemples. On se reportera à l'ensemble des ouvrages d'un ancien fonctionnaire du Département d'État William Blum, limpides, et par extraordinaire traduits, consacrés aux interventions extérieures et/ou immixtions intérieures américaines de 1945 à 2001 dans tous les États du monde (dont *L'État voyou*, Bruxelles, Investig'ation, 2019).

Les appétits du premier pays impérialiste mondial sont indifférents à la forme politique des États pourvu qu'ils lui soient entièrement soumis : les États-Unis sont devenus russophobes depuis 1896, quand la Russie tsariste a poussé des antennes économiques en Chine du Nord, comme l'a montré dès 1952 la thèse du grand historien « révisionniste » américain William Appleman Williams, *American-Russian Relations, 1781-1947* (New York, Rinehart and Company). Ils n'ont jamais depuis lors cessé de lorgner le pactole, entre Union soviétique et Russie d'après-1989-1991, en déployant à cet effet tous les dispositifs clandestins possibles : la caverne d'Ali Baba ukrainienne en tête (voir le sidérant chapitre 5 de Richard Breitman et Norman Goda, *Hitler's Shadow : Nazi War Criminals, US Intelligence and the Cold War*, National Archives, 2010, « *Collaborators : Allied intelligence and the Organization of Ukrainian Nationalists* », p. 73-97. Le livre, préfacé par le journaliste-historien Éric Branca, un des seuls analystes des us et coutumes de « l'ami américain » à avoir réussi à percer le mur du silence, a été par miracle traduit et publié. Mais en l'occurrence par un éditeur obscur, aucun autre n'en ayant voulu : *À l'ombre d'Hitler. Les services secrets américains et les criminels nazis pendant la Guerre froide*, Paris, J.-C. Godefroy, 2022. Il s'est heurté, logiquement, au mutisme total des grands médias.

Pourquoi voulez-vous qu'une colonie exploitée depuis 80 ans, contrôlée par tous les bouts, la française ou toute autre de la même catégorie, soit moins malléable qu'en 1940 ou 1944 ? Si vous voulez des nouvelles de « la synarchie-qui-n'existe-pas », allez donc visiter les archives de la Préfecture de police : les policiers des RG présentaient encore dans les années 1970 le très pronazi puis très pro-américain Henry Dhavernas (présenté dans *Les origines du Plan Marshall*, voir l'index) comme un des plus importants synarques... Elle serait morte depuis ?

LSF : *De même quand on lit dans le détail la mainmise de l'ambassade américaine à l'époque sur la vie politique française, on croit voir Mme Nuland sélectionner ses ministres en Ukraine. Est-ce toujours le cas ?*

ALR : La consultation des archives (et je me suis appuyée tant sur les françaises que sur les américaines) est taboue parce que cette correspondance, qui révèle tout ou presque, dresse un tableau horrifiant. Entre le traitement de la France en colonie et celui de ses hommes politiques féaux en domestiques par Jefferson Caffery, ambassadeur-bourreau, pendant seize ans (1928-1944), de l'arrière-cour latino-américaine nommé par un Roosevelt qu'obsédait l'objectif d'« éliminer » de Gaulle, et les manières « européennes » et « ukrainiennes » de Mme Nuland, non pas seulement depuis 2014 mais depuis les années 1990 (et, voir ci-dessus pour les années 1944-1990), je ne saisis pas de différence.

J'ai vu les archives du Quai d'Orsay jusqu'à 1970 : je peux certifier qu'avant le retour de De Gaulle, aucun haut fonctionnaire décrit par les archives classées n'avait jamais osé s'opposer ou réagir à un caprice américain.

LSF : *La période actuelle peut sembler ironique pour un communiste car, alors que le capitalisme américain a semblé remporter une victoire écrasante depuis 1989, finalement ces dernières années voient le retour*

d'une opposition structurée menaçant comme jamais l'hégémon et semble-t-il plébiscitée par les peuples, au moins dans ce que certains appellent le Sud global.

ALR : Le monde a été bloqué pour des décennies après 1945-1950 par l'impérialisme américain tout puissant. Mais toutes les questions qui se posent aujourd'hui se posaient déjà : catastrophe du multilatéralisme du dollar interdisant les accords bilatéraux, protectionnisme américain délirant, crises récurrentes, exploitation des pays intégrés à la mondialisation capitaliste du 19^e siècle, c'est-à-dire colonisés, etc.

Le déblocage s'amorce dans le bruit et la fureur, comme il est d'usage pour un mode de production caractérisé par la guerre structurelle entre capitaux rivaux (Marx), illustrée par « les guerres perpétuelles » menées par les États-Unis depuis 1945, qu'ont étudiées tous les historiens « révisionnistes » américains (critiques de la Doxa) depuis William Appleman Williams. Mais ce déverrouillage ne surgit pas du néant. Une grande partie du Sud global a entamé le processus dans les indépendances, si limitées fussent-elles, des années 1940-1950 avec le mouvement des non-alignés, que Moscou soutenait efficacement. Le camp anti-impérialiste a subi un revers exceptionnellement grave avec la chute de l'URSS.

La crise systémique du capitalisme, qui dure désormais depuis le tournant des années 1960, l'affaiblissement objectif de l'économie américaine, la haine qui s'est accumulée, à travers le monde non-occidental, envers les guerres permanentes et le « deux poids, deux mesures » des États-Unis rois autoproclamés de la « démocratie », la puissance de la Chine, la sortie de l'ex-URSS de l'ère coloniale Eltsine, ont rebattu les cartes. Tout bouge et, quand on n'est pas intoxiqué par la propagande, on perçoit, comme les scientifiques américains anticonformistes (chez nous, on pourrait croire qu'il n'y en a plus), que le monde va basculer...

Mais même si je suis convaincue que le monde va sortir du carcan de 80 ans de Bretton Woods, je suis incapable, comme tout le monde, de prévoir quel temps sera nécessaire pour y parvenir. J'ai déjà fort à faire pour exercer mes fonctions d'historienne dans une conjoncture aussi dégradée que celle dans laquelle les indépendants œuvrent en France depuis cinquante ans. Je ne suis pas devineresse.

LSF : *Quels sont vos projets ?*

ALR : J'ai accumulé de ma thèse d'État à 2022 une masse d'archives, françaises et américaines, suffisante pour écrire la suite du présent livre, sur la France entre la mi-1946 et l'ère Marshall stricto sensu (1948-1952).

J'ai déjà consacré beaucoup de travaux à cette période (voir mon CV). Je souhaite faire un ouvrage qui, comme le précédent, étudiera dans ses aspects politiques, économiques, culturels et militaires une phase essentielle de l'effondrement de la France reconnu aujourd'hui. C'est cette phase de démantèlement que, en 1979, décrivait le haut fonctionnaire Jacques Thibau dans *La France colonisée* [par les États-Unis] (Paris, Flammarion). On aurait avantage à le relire : si de tels avertissements se sont avérés vains, ils permettent, comme je l'ai seriné à mes élèves puis à mes étudiants, concernant l'histoire correctement faite, de ne pas mourir idiot(s). C'est beaucoup.

Annie LACROIX-RIZ, 4 mai 2024

<https://lesakerfrancophone.fr/annie-lacroix-riz-les-origines-du-plan-m...>

URL de cet article 39563 : <https://www.legrandsoir.info/annie-lacroix-riz-les-origines-du-plan-marshall-le-mythe-de-l-aide-americaine.html>



« Nous défendre nous-mêmes » : ces femmes qui font avancer la lutte contre le racisme anti-« gens du voyage »



Il aura suffi d'un seul fait divers pour que les mécanismes habituels de l'antitsiganisme se réactivent. Depuis le début de la semaine, la blessure par balle du chanteur Kendji Girac, d'origine gitane catalane, fait l'objet de commentaires haineux en ligne et de clichés médiatiques. Malgré cette hostilité persistante, sur le terrain, des Voyageurs et Voyageuses – en premier lieu des femmes – font grandir la lutte contre les discriminations qui touchent les « gens du voyage ». Et se font de plus en plus entendre dans le mouvement antiraciste et social.

Devant l'aire d'accueil de Biscarrosse, où le chanteur Kendji Girac a été blessé par balle lundi 23 avril, un journaliste de BFMTV évoque face caméra l'« omerta », la « loi du silence », qui régnerait ici. Avant de décrire : « tout à l'heure, il y avait des enfants qui en quelque sorte menaient la garde, pour empêcher les journalistes de pénétrer à l'intérieur ». Le lexique, loin d'être neutre, est posé. Peu importe que ce journaliste ait recueilli la parole d'un habitant de l'aire, que l'enquête débute à peine, ou qu'une flopée de médias se relayant depuis 48 heures au même endroit ne constitue pas un cadre propice aux témoignages. La presse écrite n'est pas en reste. Le Parisien recourt au vocabulaire du « clan » pour décrire les proches du chanteur, d'origine gitane catalane, et les autres habitants de l'aire – parfois désignée par le mot « camp ».

« On retrouve les mêmes mécanismes avec lesquels les médias traitent les quartiers populaires. C'est-à-dire avec beaucoup de distance vis-à-vis des personnes concernées, un angle sécuritaire, et des réflexes quasi pavloviens, ancrés en eux, de peur de l'altérité », assène William Acker, directeur général de l'Association nationale des gens du voyage citoyens (ANGVC). La production médiatique reprend et nourrit les préjugés attachés au monde du voyage : « le côté sulfureux, mafieux, les déplacements "en masse", l'omerta... ».

Sous les articles de presse et sur les réseaux sociaux, les commentaires haineux s'accumulent dès le début de la semaine. Le contenu médiatique devient « un jeu de question-réponse. L'univers mental des personnes qui postent ces commentaires est le même que l'univers mental des journalistes : il est façonné par une société profondément antitsigane, anti-voyageurs », poursuit le responsable associatif.

Pour faire bouger les lignes, l'ANGVC travaille entre autres à l'élaboration d'une charte à destination des journalistes et d'ateliers d'éducation aux médias. Le travail de formation concerne aussi le milieu militant.

Car William Acker le constate, cette fois avec optimisme : « *il y a, de plus en plus, une appétence du mouvement antiraciste à se former sur ces questions. Les gens sont conscients qu'il y a un problème dans les discours* » autour desdits « gens du voyage ».

Quand les Voyageuses s'auto-organisent face aux discriminations

Le terme « gens du voyage » recouvre une catégorie administrative, qui a succédé en 1969 à celle de « nomades » et regroupe pêle-mêle Gitans, Manouches, Roms, Sinti, Yéniches... Ces personnes ont pour obligation légale de résider sur des terrains dédiés, appelés aires d'accueil, souvent polluées et isolées. Elles subissent, encore aujourd'hui, « *le maintien du monde du voyage dans un régime de ségrégation territoriale et administrative, une mise sous tutelle étatique de citoyens français au prétexte qu'ils auraient un "mode de vie" différent et un paternalisme associatif empêchant l'émergence d'un front de lutte uni de Voyageurs* », expose l'anthropologue Lise Foisneau, dans un texte récemment paru sur LundiMatin.

Au-delà des volontés de faire progresser les médias ou les acteurs du mouvement social, la lutte des Voyageurs par eux-mêmes, pour eux-mêmes, est donc un défi de taille. « *Le plus difficile pour les gens du voyage, c'est de savoir qu'ils ont des droits. Toute leur vie ils se sont fait écraser, alors c'est dur de se relever et de les réclamer.*

Pourtant on est gens du voyage et français », souligne Sue-Ellen Demestre, porte-parole de l'association Da So Vas. Cette association implantée dans la métropole lilloise a été fondée en 2022 par des Voyageuses. Elle est issue de longues années de lutte par un groupe de femmes, dont Sue-Ellen, pour la justice environnementale sur l'aire d'Hellemmes-Ronchin.

« *On est la première association à nous défendre nous-mêmes. Quand on raconte notre combat dans d'autres villes, beaucoup de femmes nous disent qu'elles sont fières et voudraient faire de même. J'espère qu'on sera un exemple pour d'autres* », raconte Sue-Ellen Demestre.

Le 12 avril, les femmes de Da So Vas ont organisé une « marche pour la dignité » dans le centre de Lille. En cause, une dégradation des relations avec les employés de la métropole intervenant sur les 17 aires d'accueil du territoire. L'association dénonce « *une recrudescence du tutoiement, de menaces et intimidations, de sanctions injustifiées et expulsions arbitraires* » sur lesquelles Streetpress a enquêté.

« *Notre dignité est de jour en jour plus bafouée* », résume Da So Vas dans une pétition qui a déjà recueilli plus de 15 000 signatures. Le Défenseur des droits a été saisi sur quatre situations individuelles. « *De nombreuses autres ont été recueillies et les saisines risquent de se multiplier* », avertit Anina Ciuciu, avocate de l'association (par ailleurs engagée dans les collectifs Askola et École pour tous, pour un droit à l'instruction sans discrimination).

Défendre les droits des « gens du voyage » face aux élus locaux

Le but de la mobilisation était de pousser la métropole de Lille à adopter une charte visant à faire respecter les droits fondamentaux des Voyageurs. Cette charte, consultée par Rapports de Force, s'articule autour de quatre axes : les droits à la vie et à la sécurité, le respect de la dignité des personnes, le droit au respect de la vie privée et familiale et à la protection du domicile, et le respect de la liberté de conscience et de religion. Autant de droits basiques « *consacrés au plus haut niveau national et international* », rappelle Anina Ciuciu.

Un exemple relevant du « droit à la vie et à la sécurité » : la protection contre les incendies. À l'heure actuelle, « *il y a une mise en danger des habitants des aires d'accueil à cause de dispositifs anti-caravanes que l'on retrouve sur chacune d'entre elles* », explique l'avocate. Seul le gestionnaire de l'aire d'accueil peut activer la levée de la barrière à l'entrée de l'aire. Pour rappel, nombre de ces gestionnaires sont des entreprises privées, dont une poignée se partagent ce marché délégué par les pouvoirs publics.

Sans intervention dudit gestionnaire, le dispositif entrave la libre circulation des caravanes... Mais aussi des secours. Fin mars 2023, sur l'aire d'Hellemmes-Ronchin, des caravanes ont brûlé et un chien est mort dans un incendie tandis que les pompiers, alertés, étaient bloqués à l'entrée. « *Ce sont les habitants eux-mêmes qui ont dû éteindre le feu* », rappelle l'avocate. Alors que dans n'importe quel autre habitat, « *les normes de sécurité et incendie sont très précises : il faut un accès immédiat !* ».

Da So Vas demande également la création de commissions de conciliation, pour que les Voyageurs puissent se défendre en cas de sanction ou d'expulsion, face à la métropole, en présence d'un médiateur du Défenseur des droits. Le 12 avril, à l'issue de la marche, les élus de la métropole se sont engagés à en initier une première, en juin. Si sa mise en œuvre se concrétise, une telle instance serait une première en France.

De la fatalité à la « lutte ouverte, revendicative »

« Quand on est face à des violations structurelles, répétées, réitérées de ses droits, avec une telle ampleur, que l'on se dit que c'est une fatalité : c'est dur de se dire « je vais militer, m'engager contre ça ». Mais il y a un autre choix, plein d'espoir, courageux. Aux côtés des actions politiques, le droit est un instrument efficace qui permet de lutter contre ces injustices que l'on a vécues », défend Anina Ciuciu.

Parmi les Voyageurs, « beaucoup de gens sont empreints de fatalité », abonde William Acker. « Il y a l'idée qu'il faut apprendre à vivre avec cette hostilité ambiante, et à lutter avec des opportunités. La culture de la lutte ouverte, revendicative, n'est pas majoritaire. Elle existe, bien sûr, et elle a existé – mais elle n'est pas majoritaire ». « La résistance au long cours des Voyageurs reste invisible », écrit l'anthropologue Lise Foisneau dans un autre texte documentant l'histoire et la diversité de ces « Résistances voyageuses ».

La lutte contre l'antitsiganisme demeure restreinte « et portée par des structures associatives qui souvent ne sont pas tenues par les premiers concernés », observe William Acker. Beaucoup sont financées par des subventions de collectivités locales. Et se retrouvent coincées, dans un inconfortable mélange des genres, entre une mission de travail social et un appui à la gestion des aires d'accueil, système historiquement discriminant.

Mais avec Da So Vas, « on a un modèle d'organisation par le bas qui réussit à mobiliser et à imposer un rapport de force avec des collectivités. Depuis toujours des Voyageurs l'engagent, ce rapport de force ; mais rarement sur autant de sujets, avec une telle ampleur, et une telle visée de justice », s'enthousiasme le directeur général de l'ANGVC. Sue-Ellen Demestre le résume avec un sourire : « en deux ans d'existence, ce que l'on a le plus gagné, c'est de réunir nos gens. »

Maïa COURTOIS 24 avril 2024

Crédit photo : association Da So Vas

<https://rapportsdeforce.fr/classes-en-lutte/nous-defendre-nous-memes-ces-femmes-qui-font-avancer-la-lutte-contre-le-racisme-anti-gens-du-voyage-042421023>

Bretagne : Marion Maréchal en croisade sur les terres de son grand-père



Marion Maréchal, petite-fille de Jean-Marie Le Pen (surnommé le Menhir par ses partisans historiques) est en visite à Carnac avec Philippe Vardon, un ancien proche des milieux néo-nazis puis cadre du RN avant de rejoindre Reconquête il y a un an et demi. Un déplacement hautement sensible, tant localement des militants ou partisans de Reconquête ont multiplié les provocations. Ils sont notamment proches d'un très radical groupe régionaliste local An Tour-Tan, soupçonné de violences. Le collectif antifasciste local Gwened antifa Crew appelle à manifester.

Marion Maréchal sur la terre natale de son illustre aïeul : ce 11 avril, la tête de liste Reconquête aux prochaines Européennes est en déplacement à Carnac (Morbihan), le plus connu des sites archéologiques bretons, avec ses dolmens vieux de 7 000 ans. C'est à ces illustres mégalithes préhistoriques que son grand-père Jean-Marie Le Pen, né à 5 kilomètres, à La-Trinité-sur-Mer, doit son surnom de Menhir. Un lieu qui lui est cher : plus jeune, elle y passait ses vacances et elle y a déjà tenu un meeting en janvier 2023, en compagnie du responsable de Reconquête pour la Bretagne, Lucas Chancerelle. Mais cette fois-ci, ce retour aux sources s'accompagne de l'une des figures les plus controversées de la mouvance identitaire, Philippe Vardon.

Un profil pas franchement présentable à l'heure où l'extrême-droite se veut un rempart contre un antisémitisme qui serait exclusivement le fait de musulmans ou de pro-palestiniens : de 1998 à 2007, Vardon a été le chanteur du groupe de rock identitaire antisémite Fraction, né de la fusion de deux autres groupes, Freikorps, du nom des milices d'extrême-droite allemande qui ont écrasé la révolution socialiste allemande après la première guerre mondiale (et dont ont été membres de nombreux futurs nazis) et de Septembre Noir, en référence au commando palestinien qui a tué 11 athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich en 1972. Citant à l'époque le Waffen SS belge Léon Degrelle parmi son « panthéon idéologique », Vardon ne voit à l'époque aucun problème à chanter au milieu de musiciens effectuant des saluts nazis.



Dans les années 90, Philippe Vardon (cerclé), aujourd'hui à Reconquête, chantait au milieu de saluts nazis. (Image DR).

Ancien conseiller régional Front national de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Vardon a quitté le parti en novembre 2022 pour rejoindre les zemmouriens, tout en se situant comme Marion Maréchal sur une ligne politique plus conciliante avec le RN pour laisser ouverte la possibilité de futures alliances. En opposition avec la ligne de Zemmour, qui continue de taper comme un sourd sur Marine Le Pen. La présence au meeting de Carnac d'un personnage aussi sulfureux, condamné pour violences en 2016 suite à une bagarre à Fréjus, suscite l'indignation. Le collectif antifa local Gwened antifa Crew, appelle à une contre-manifestation, auquel le parti régionaliste de gauche Union démocratique bretonne (UDB), appelle à se joindre.

An Tour-Tan (le phare en breton), un groupe régionaliste très proche de Reconquête

Lieu millénaire, l'extrême droite locale a fait de Carnac le symbole d'une pureté identitaire bretonne fantasmée. Elle a notamment fait campagne en juin dernier contre la construction d'un magasin M.Bricolage qui aurait provoqué la destruction de menhirs préhistoriques. Une fake news, du moins en partie : « Sur les 40 blocs présents (sur le site de construction, NDLR), est-ce qu'il n'y a pas des pierres authentiques ? S'il n'y a pas de fouille, on ne peut pas savoir », déclarait ainsi Philippe Gouezhin, archéologue breton spécialiste des mégalithes, à France Info. Mais Marion Maréchal qui connaît bien le lieu pour y avoir passé de nombreuses vacances, ne s'embarrasse pas de ce genre de détails : « Quel crève-cœur de voir la destruction de ce patrimoine breton. Une honte ! », postait-elle alors sur LinkedIn. Le 14 juin, une poignée de militants d'extrême droite locale a effectué une opération coup de poing en occupant brièvement le site avec une banderole (en Français et en Breton) « La Bretagne n'est pas à vendre ».



Le groupe régionaliste An Tour-Tan devant le site de la construction controversée d'un magasin Mr Bricolage. Image DR

Ces activistes appartiennent au groupe identitaire breton An Tour-Tan (le Phare), créé en novembre 2022 à Vannes, à une trentaine de kilomètres de Carnac. « Depuis, on les a vus très actifs dans les tractages et collages et dans le combat contre les projets de centre d'accueil de demandeurs d'asile à Callac (Côte d'Armor) et St-Brevin (Loire Atlantique), aux côtés des activistes de Reconquête », raconte un militant de gauche. Un mouvement que certains considèrent comme violent : lors de l'attaque du festival pour une Bretagne solidaire à St-Brieuc le 1er juillet dernier qui a fait quelques blessés légers, des antifas affirment avoir « reconnu deux ou trois militants vannetais d'An Tour-Tan ». Récemment, des militants d'An Tour-Tan sont aussi venus prêter main forte pour assurer la sécurité du député RN Sébastien Chenu, en meeting à Pontivy, à 50 kms au nord de Vannes.

Parmi eux, des antifas disent avoir reconnu l'un des hommes présents à St-Brieuc lors de l'attaque du festival pour une Bretagne solidaire le 1er juillet dernier.

Le fils d'un ancien collabo condamné à mort, les chanteurs folkloriques et Emmanuel Macron !

Ce qui n'empêche pas ce mouvement régionaliste, voire autonomiste, d'être aussi très proche des militants locaux de Reconquête, parti pourtant très jacobin. D'après nos informations, le QG de Zemmour à Vannes pour la présidentielle de 2022 était le local officiel d'An Tour-Tan. Pour comprendre les liens entre les deux mouvements, il faut s'intéresser à un réseau enchevêtré de relations professionnelles, amicales et militantes où l'on trouve pêle-mêle un militant d'extrême droite soutien de Zemmour, naguère proche des négationnistes et fils d'un ancien collabo indépendantiste breton, un entrepreneur qui édite des chants traditionnels et identitaires, avec la participation, involontaire d'une guest star de premier plan : Emmanuel Macron.

Le 18 avril 2023, après prononcé une allocution et tenté – vainement – de calmer la colère des Français contre la réforme des retraites, Emmanuel Macron est filmé dans la rue en train d'entonner un chant traditionnel pyrénéen. Il aurait été alpagué dans la rue par des jeunes fans de chants régionaux et aurait poussé la chansonnette avec eux. Rencontre fortuite ou opération de com orchestrée ? Toujours est-il que les jeunes en question font partie du projet Canto, une application internet pour apprendre non seulement d'inoffensifs chants folkloriques traditionnels (et paillards), mais aussi des chants réactionnaires, pétainistes et même des traductions de poèmes nazies. Même la chaîne d'extrême droite Cnews évoque les sympathies zemouriennes des initiateurs du projet.

Le président de l'association qui a lancé le projet, Lancelot Galey, est un ancien du GUD (groupe d'extrême droite violent) qui, en 2015 encore, se revendiquait NS (national socialiste) sur son compte Facebook.



Lancelot Galey, ancien du GUD. Image Facebook

Or l'association qui gère le projet a la même adresse qu'An Tour-Tan. Rien d'étonnant : son secrétaire n'est autre que Lucas Chancerelle, ex RN, devenu le responsable Génération Z pour la Bretagne. Lancelot Galey, l'initiateur de Canto a également eu pour employeur une figure de l'extrême droite identitaire bretonne : Tristan Mordrelle, 65 ans, aujourd'hui patron d'une agence de communication spécialisée dans les campagnes de collecte de fonds, a aussi été le fondateur dans les années 80 de la librairie parisienne d'extrême droite Ogmios, qui vendait des livres négationnistes ou nazis interdits et en partie financée par l'Iran.

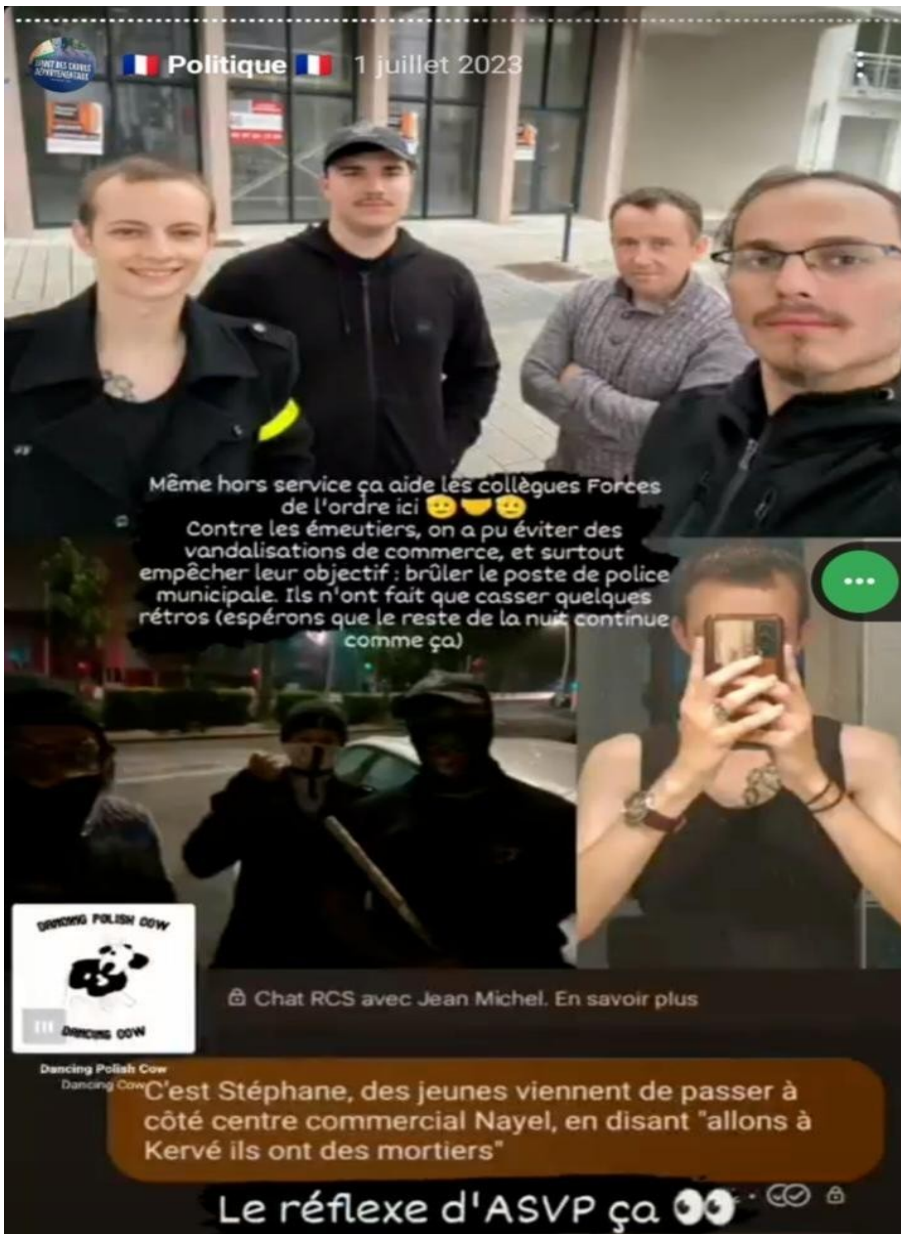


Tristan Mordrelle, autonomiste breton d'extrême droite (2ème en partant de la gauche, avec la capuche), et à sa gauche Lancelot Galey. Image La Horde

Contacté par Blast, Mordrelle se revendique « idéologiquement de la nouvelle droite », cette extrême droite intellectuelle apparue dans les années 80 qui, derrière le concept pompeux d'ethno-différentialisme, défend une idéologie identitaire et raciale. Il écrit d'ailleurs encore occasionnellement pour *Éléments*, la revue historique de ce courant. Il nous dit assumer ses engagements et son héritage familial pourtant lourd à porter : si l'homme est né en Argentine il y a 65 ans, c'est parce que son père, Olier Mordrelle, fondateur du parti national breton, indépendantiste et pro nazi, s'y était réfugié pour échapper à sa condamnation à mort par la justice française pour faits de collaboration. Chez les identitaires bretons d'extrême droite, comme les militants d'An Tour-Tan, le nom de Mordrelle est un mythe.

Soutien de Zemmour, Mordrelle a confirmé à Blast avoir collecté des fonds pour la campagne. En revanche, il affirme « n'être aucunement impliqué dans Canto, même [s'il] trouve que c'est une très bonne initiative », et n'avoir jamais « entendu parler d'An Tour-Tan ni de près ni de loin », démentant les rumeurs locales qui voient en lui un soutien occulte du mouvement. Selon nos informations, Mordrelle a pourtant eu des contacts au moins épistolaires avec Marco L., prof d'histoire dans un lycée privé de Vannes, et co-fondateur d'An Tour-Tan, sous le pseudo de Logan Gourvenez.

À Lorient, l'autre grande ville du département, les militants de Reconquête sont aussi sur la sellette. Le 30 juin 2023, des émeutes secouent la ville après la mort du jeune Nahel à Nanterre quelques jours auparavant. Aux côtés des policiers qui répriment les émeutes, une autoproclamée « brigade anti casseur » constituée de personnes masquées viennent leur prêter main forte, interpellant des émeutiers et en frappant certains selon des témoins. Sur une boucle Telegram, « brigade nationaliste » animée par un M. B., militant de Reconquête, les participants s'en félicitent et appellent à les rejoindre le soir suivant. Stéphane Zagradsky, étudiant et responsable de Reconquête, est aperçu sur les lieux. À l'époque, il est ASVP (assistant de surveillance de la voie publique, sorte de policiers municipaux stagiaires). Sur son profil Instagram, il se targue d'être allé, bien que hors service, « aider les collègues forces de l'ordre ». « Contre les émeutiers, on a pu éviter les vandalisations de commerce », fanfaronne-t-il. Le texte accompagne une photo de lui avec M.B. et un autre individu, visage découvert. Une autre photo montre ces trois mêmes personnes, cette fois-ci masquées, dont l'une est armée d'un bâton.



Stéphane Zagradsky, en haut à gauche, se vante d'avoir réprimé les émeutiers suite à la mort de Nahel. À sa droite, M.B., un autre militant de Reconquête. Image DR

Le parquet de Lorient a ouvert une enquête, mais elle n'a donné aucun résultat pour l'instant et Stéphane Zagradsky, qui n'a pas répondu aux sollicitations de Blast, n'a jamais été inquiété.

La fac de Lorient, où étudie Zagradsky, est en ébullition depuis le 18 décembre dernier. Ce jour-là, des tracts anonymes sont retrouvés, avec ces mots : « Comment déglinguons-nous l'Union pirate ? ». À côté un QR code, lequel une fois scanné, renvoie à une vidéo. On y voit un homme tirer sur le drapeau de ce syndicat étudiant de gauche, avec ce commentaire : « Comment nous déglinguons l'Union pirate ». « C'est un appel au meurtre », juge un étudiant. La vidéo en question a été postée via un compte sur les réseaux sociaux qui était utilisé par un certain B.L., un autre militant de Reconquête, proche de Zagradsky. La police a ouvert une enquête et s'apprête à convoquer le suspect. Ce dernier, qui serait, selon nos informations, actuellement en Italie où il effectue une mission catholique, a fermé ses comptes publics sur les réseaux sociaux et est actuellement injoignable. Contacté par Blast, le parti reconquête ne nous a pas répondu.

Crédits photo/illustration en haut de page : Diane Lataste

BLAST

À Lyon, les écologistes bataillent contre l'extrême droite écofasciste



Banderole antifasciste à Lyon lors de la manifestation du 1er mai 2017. - © Nicolas Liponne / NurPhoto / NurPhoto via AFP

Lyon est la cible d'une campagne écofasciste menée par des groupuscules d'extrême droite. Pour la désamorcer, des collectifs écologistes travaillent des contre-attaques intellectuelles et juridiques.

Villeurbanne (Rhône), reportage

« *La campagne écofasciste prend de l'ampleur à Lyon, l'extrême droite y voit un potentiel pour recruter* », observe Sam [***], membre du collectif antifasciste la Jeune garde Lyon. Face au jeune homme, la petite salle du centre culturel La Rayonne, à Villeurbanne, peine à contenir son public. Les intéressés débordent jusque dans le couloir pour assister à la formation sur l'écofascisme – l'appropriation des enjeux écologiques par les organisations fascistes –, donnée fin avril en collaboration avec Action Justice Climat (AJC, ex-Alternatiba Rhône), dans le cadre du Réveil des luttes organisé par Solidaires.

Si le sujet attire la foule, c'est que l'extrême droite a l'habitude de battre le pavé lyonnais. Le groupuscule *Les Remparts*, né des cendres de *Génération identitaire* après sa dissolution en 2021, occupe le bar *La Traboule*, dans le quartier historique du Vieux Lyon, et s'entraîne dans la salle de boxe mitoyenne L'Agogé. *Lyon populaire*, un autre groupuscule qui agrège des identitaires aux néonazis, est quant à implémenté dans le quartier de Confluence. Régulièrement, des nervis venus de toute la région mènent des ratonnades sous le nom de « *Guignol squad* », le terme utilisé par l'extrême droite pour revendiquer des actions violentes. Comme le 11 novembre dernier, lorsqu'une cinquantaine de militants cagoulés se sont attaqués à une conférence sur la Palestine, blessant sept personnes.

Quand elle ne fait pas le coup de poing, l'extrême droite consolide sa colonne vertébrale intellectuelle. Les militants de *Lyon populaire* pilotent depuis octobre 2023 une campagne sur « *l'écologie intégrale* », qui récupère la notion de limite écologique à ne pas dépasser (les limites planétaires dont le dépassement par les sociétés humaines a conduit à la crise écologique globale actuelle), mais également les « *lois de la nature* ». Une vision considérant comme « *contre-nature* » l'homosexualité ou la procréation assistée par la science.

À coup de conférences, de tractages sur les marchés ou de « *nettoyage* » de décharge à proximité d'un campement de gens du voyage, ils prônent la consommation en circuit court, le recours à l'énergie nucléaire et s'opposent à ce qu'ils nomment les « *dérives bioéthiques* » : IVG, GPA, transidentité...



Festival de « l'écologie intégrale », organisé par le groupe néofasciste Lyon populaire le 9 mars 2024. *Instagram/Lyon populaire*

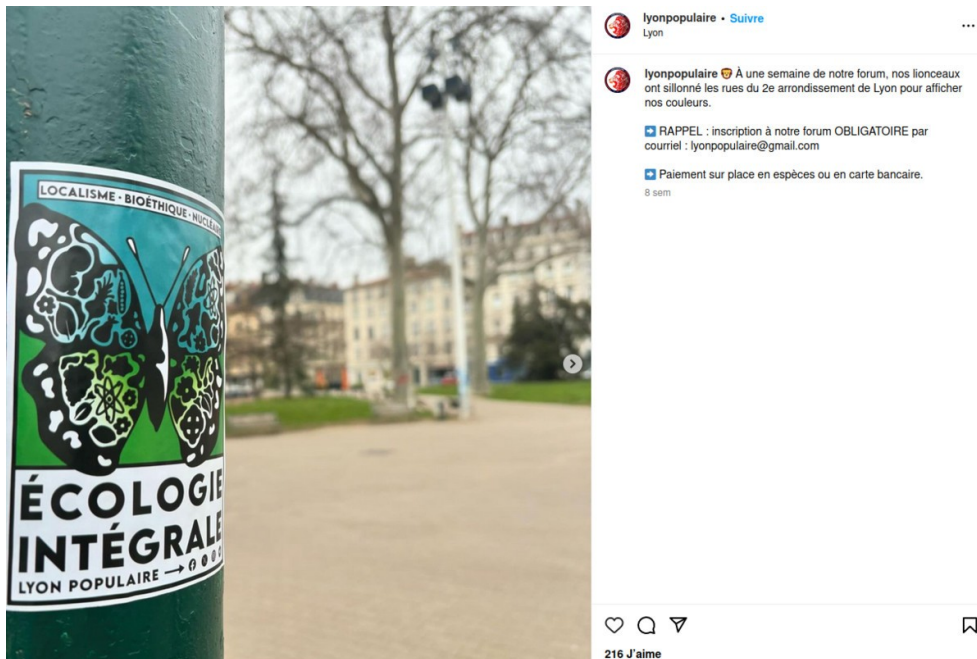
« Ce discours peut parler au grand public et permettre de justifier le reste de leurs idées », pointe Sam. Ainsi, « L'Europe serait polluée par des espèces invasives : les migrants ». Si la recette fonctionne, elle pourra être appliquée par d'autres groupuscules. « Lyon est le labo de l'extrême droite : ils produisent des discours qui alimentent toute l'extrême droite française », explique-t-il.

« Ne pas leur laisser le terrain »

Pour contrecarrer l'écofascisme, *Action Justice Climat* et la *Jeune garde* veulent identifier et colmater les brèches des discours écologistes. « Certaines thématiques peuvent porter à confusion et être reprises pour attirer de futurs militants », avertit Arthur, membre d'AJC. Dans le centre culturel de Villeurbanne, les exemples fusent : « Le rejet de toute technologie et de toute modernité », propose un participant. « Dénoncer qu'il y a trop de personnes sur Terre », suggère un autre. Des pistes proches de celles mises en lumière par Antoine Dubiau, chercheur en sciences sociales et auteur d'*Écofascismes* (éd. Grévis, 2022) : la surpopulation, la collapsologie, la décroissance, la santé et la critique de la modernité.

En contrepoint, l'AJC et la Jeune garde prônent « une écologie émancipatrice » qui affirme ses valeurs et alliances. Comme celle de la manifestation « Génération climat, génération Adama » qui, en 2020, a lié les luttes climatiques, sociales et sanitaires.

Les activistes climat et antifascistes font également partie du collectif Fermons les locaux fascistes, aux côtés d'autres syndicats, partis politiques et associations (Nouveau parti anticapitaliste, NPA ; CGT ; SOS Racisme, etc.). L'inter-organisation part d'un constat : dissoudre les groupuscules est inefficace si leurs militants disposent de lieux pour se rassembler. Problème : les locaux des *Remparts* et de *Lyon populaire* appartiennent à des associations sans lien apparent avec les groupuscules. Pour les déloger, le collectif fait du lobbying auprès des élus, organise des manifestations et se rapproche des riverains impactés. « Nous allons tracter dans le Vieux Lyon pour montrer notre présence et ne pas leur laisser le terrain », dit Tatiana, d'*Action Justice Climat*.



Collage de stickers « écologie intégrale » par *Lyon populaire* sur la place Carnot, au centre-ville de Lyon, le 2 mars 2024. Capture d'écran Instagram/*Lyon populaire*

Si, pour l'instant, AJC n'a pas été pris pour cible par l'extrême droite, l'Alternatibar, un des lieux de rassemblements écolos, doit baisser son rideau métallique lorsque passent les manifestations fascistes. Le bar a été nommément ciblé dans le dernier trimestriel du média d'extrême droite *Livre noir*, car « fréquenté occasionnellement » par la *Jeune garde*. Une identification qui renforce la vigilance des militants, dit Tatiana : « On prévient nos militants de ne pas venir ou de repartir seul de nos événements, on met en place un service d'ordre et on prévoit quoi faire pour guider les gens en cas d'attaque. »

Après cet article



Enquête sur l'écofascisme : comment l'extrême droite veut récupérer l'écologie

Notes

[*] Le prénom a été modifié à sa demande.

Moran KERINEC
2 mai 2024 (Reporterre)

Ce réseau libertarien qui veut imposer ses idées en France

Un rapport de l'Observatoire des multinationales met en lumière l'un des facteurs méconnus de la progression des idées d'extrême droite en Amérique et en France : le soutien d'un réseau états-unien de think tank libertariens, appelé Atlas.

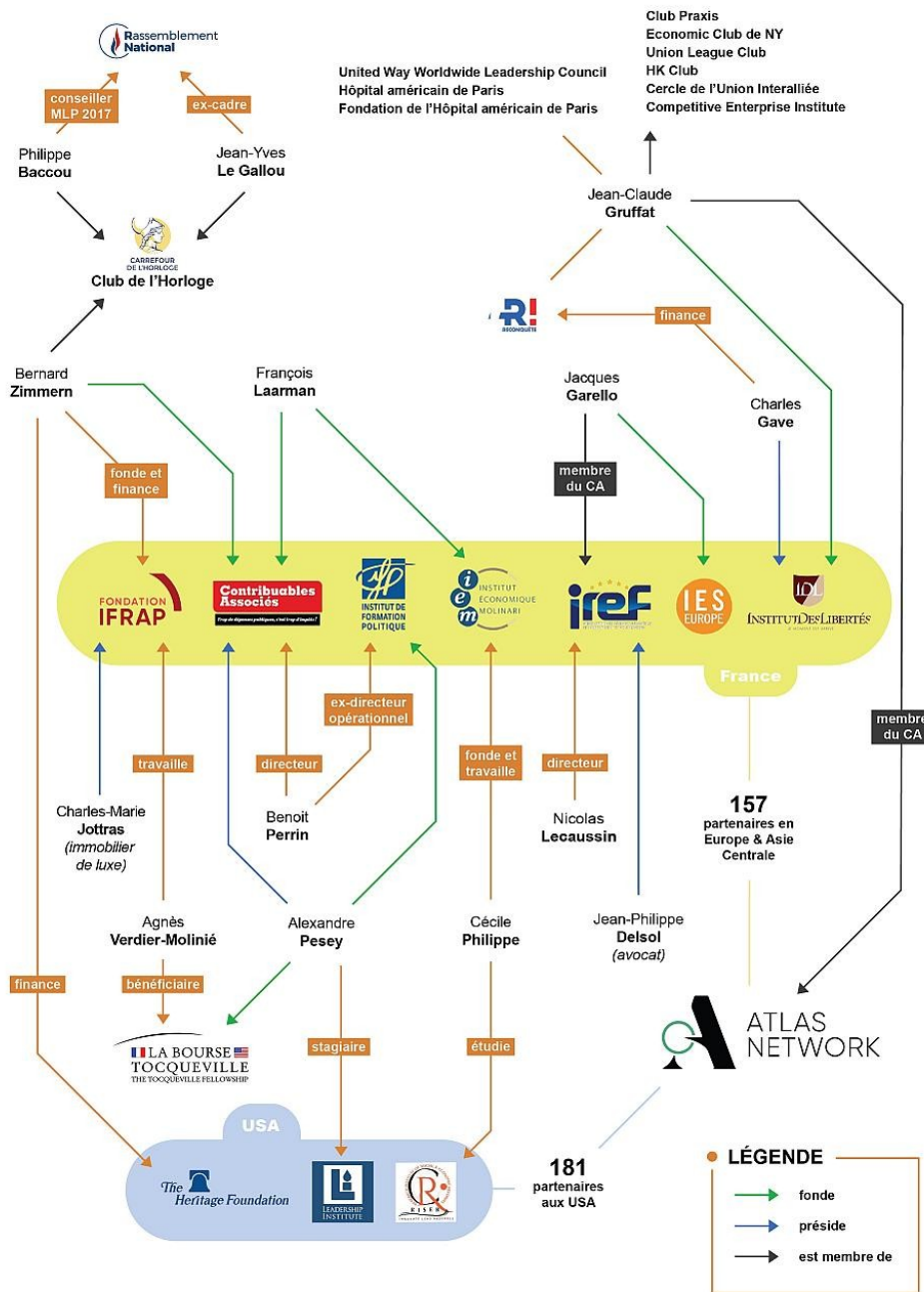


Cet article est publié dans le cadre de notre partenariat avec Observatoire des multinationales. Quel point commun y a-t-il entre le mouvement du Tea party, le Brexit, les élections de Donald Trump à la présidence des États-Unis et de Javier Milei en Argentine, ou encore le rejet d'une constitution plus progressiste au Chili ? Au moins celui-ci : beaucoup des think tanks et autres organisations qui ont mené campagne pour organiser ces mouvements ou obtenir ces victoires conservatrices sont ou ont été partenaire d'un réseau international, le réseau Atlas. C'est ce qu'on apprend dans un rapport publié aujourd'hui par l'*Observatoire des multinationales*.

Cette enquête de l'*Observatoire des multinationales*, « Le réseau Atlas-la France et l'extrême-droitisation des esprits », met en lumière le fonctionnement de cette machine idéologique. Le rapport s'appuie en partie sur des documents internes inédits, et révèle qui sont les partenaires d'Atlas dans l'Hexagone. « Certains comme l'*Ifrap* [la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques, dirigée par la très médiatisée Agnès Verdier-Molinié, ndlr] sont omniprésents dans les médias, tandis que d'autres comme l'*IFP* [Institut de formation politique, ndlr] jouent un rôle clé dans la formation et la mise en réseau de leaders et porte-parole de droite et d'extrême-droite ».

L'objectif de ce réseau Atlas ? « Recouvrir le monde de think tanks et d'autres organisations libertariennes pour influencer la politique en agissant sur le "climat des idées" », explique le rapport. « Si leur mot d'ordre est la "liberté", il s'agit avant tout de celle des marchés, et des partenaires importants d'Atlas ont aussi des positions ultraconservatrices sur les questions sociales ».

Les connexions du réseau Atlas en France



Les connexions du réseau Atlas en France. ©Infographie : Maria Boidin/Observatoire des multinationales

Basta! publie ici un extrait du rapport :

Un réseau bien ancré en France

Basé à Arlington, en Virginie, l'Atlas Network est un réseau majeur de think tanks et d'autres organisations qui oeuvrent dans le monde entier pour gagner « la bataille des idées ». Créé en 1981 par l'entrepreneur Antony Fisher, le réseau Atlas veut recouvrir le monde de think tanks libertariens, sur le modèle de l'Institut des affaires économiques (IAE) qui, au Royaume Uni, a contribué à la victoire de Margaret Thatcher.

Depuis sa création, le réseau Atlas n'a cessé de prendre de l'ampleur. Dans son rapport annuel 2023, il revendique 589 partenaires dans 103 pays, un budget de 28 millions de dollars. Aux États-Unis, il a intégré

de très puissants think tanks comme la Heritage Foundation, le Cato Institute ou le Heartland Institute. L'Europe et l'Asie centrale sont sa 2e plus importante zone d'investissement, avec 157 organisations partenaires qui bénéficient de ses formations, réseaux, prix et/ou financements.

Derrière le réseau Atlas, on trouve d'influents milliardaires, des magnats du pétrole et des fondations, qui défendent la dérégulation (notamment dans le domaine environnemental), mais aussi des positions ultraconservatrices (anti-avortement, anti « woke »...). On trouve aussi de grandes entreprises de secteurs comme le pétrole, le tabac ou les médicaments.

Pour imposer leurs idées, les partenaires du réseau Atlas recourent à des stratégies d'influence qui relèvent parfois de la manipulation : stratégies de la chambre d'écho et de la fenêtre d'Overton, expertise biaisée, astroturfing... Alors que leur projet vise des intérêts très particuliers – ceux des plus riches –, ils veulent apparaître comme des sources d'expertise indépendantes ou les porte-parole des simples citoyens, pour mieux influencer le « climat des idées » et promouvoir leur vision du monde.

Avec ces méthodes, les partenaires du réseau Atlas ont obtenu des victoires politiques partout dans le monde : diffusion du climato-scepticisme, influence sur des référendum (the Voice en Australie, référendum sur la constitution chilienne, Brexit...) ou encore élection de Javier Milei en Argentine.

Malgré la discrétion du réseau, son influence croissante commence à attirer l'attention de certains chercheurs et journalistes, comme le britannique Georges Monbiot qui, en janvier 2024, posait la question dans le *Guardian* : « *Quels sont les liens entre Rishi Sunak, Javier Milei et Donald Trump ?* » Réponse : le réseau Atlas.

En France, le réseau est particulièrement méconnu alors qu'il y finance des partenaires depuis sa création (et a bénéficié de fonds français, à travers l'entreprise Michelin). C'est surtout depuis les années 2010 que les partenaires français du réseau Atlas ont pris de l'importance, notamment à travers leur visibilité dans les médias. Ils ont tous des liens avec le monde des affaires, mais aussi, dans bien des cas, avec la sphère politique, en particulier avec l'extrême-droite et la droite radicale. Ils ont bénéficié de formations et d'autres formes de soutien du réseau états-unien, pour mener leur bataille culturelle.

Ainsi, l'Ifrap (Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques) a été fondé par un grand donateur de la Heritage Foundation proche de l'extrême-droite. Sa porte parole Agnès Verdier-Molinié s'est formée auprès de think tanks américains, et elle défend aujourd'hui les intérêts des plus riches, avec un conseil d'administration et des instances noyautés par de grandes fortunes.

L'Institut de recherches économiques et fiscales (iref) ou l'Institut Molinari, proches de milieux politiques et industriels, alimentent la chambre d'écho libertarienne dans les médias en portant des idées similaires : critique des impôts et diatribes contre une supposée « haine des riches », opposition aux politiques climatiques, appel à la privatisation de services publics... Ces think tanks très médiatiques se présentent et sont souvent présentés comme des experts indépendants et apolitiques.

Contribuables associés, très proche de l'extrême-droite, se dit elle aussi « politiquement neutre ». L'organisation défend le même type de positions et utilise des méthodes de mailing direct similaires à celles des conservateurs états-unien pour les diffuser et revendiquer 350 000 membres, alors que ses statuts garantissent le contrôle de l'association par une poignée de dirigeants.

Plus discret, l'Institut de formation politique (IFP) joue un rôle majeur dans cette machine de guerre idéologique. Sur le modèle du Leadership Institute aux États-Unis, il forme des centaines de jeunes conservateurs en France, que l'on retrouve ensuite dans les sphères politiques, associatives et médiatiques. Son fondateur, Alexandre Pesey, proche des conservateurs américains, porte un discours de guerre des civilisations et espère un rapprochement des droites pour « défendre la France ».

Un ancien auditeur décrit l'IFP comme « une machine », qui forme depuis 20 ans une génération de cadres et militants qui se connaissent entre eux. Plusieurs d'entre elles et eux ont aujourd'hui acquis une certaine notoriété : Charlotte d'Ornellas, Thais d'Escuffon, Samuel Lafont, Alice Cordier...

Ce groupe d'organisations très liées entre elles joue un rôle de « chambre d'écho » pour les idées libertariennes et conservatrices en France. Même s'ils restent minoritaires dans l'opinion, leurs porte-paroles sont de plus en plus présents dans les médias et une partie de leurs propositions se retrouve dans le débat et les décisions politiques (par exemple dans le domaine de l'éducation).

Aux États-Unis, on retrouve Atlas derrière le mouvement du Tea Party, et aujourd'hui l'Heritage Foundation pilote le « Project 2025 », un programme taillé sur mesure pour Donald Trump. En France, les

partenaires Atlas n'ont pas le même poids politique. Mais grâce à leurs méthodes, ils s'imposent de plus en plus efficacement dans le débat public, portant et légitimant, des propositions politiques proches de celles de la frange la plus radicale des conservateurs aux États-Unis.

Exposer les liens des partenaires Atlas en France avec le réseau américain et ses méthodes, mais aussi leur proximité avec des grandes fortunes, des industriels et des politiques de droite et d'extrême-droite permet de comprendre d'où ils viennent, quels intérêts ils représentent et comment ils imposent leurs idées. Les exemples des succès des partenaires Atlas aux États-Unis, au Brésil, en Argentine ou au Royaume Uni doivent nous alerter sur l'impact que ces organisations et leurs stratégies bien rodées pourraient aussi avoir si elles continuent à se développer en France.

Anne-Sophie SIMPÈRE (Basta !)



- *Le réseau Atlas, la France, et l'extrême-droitisation des esprits - La machine de guerre idéologique d'une nouvelle extrême-droite, libertarienne et ultraconservatrice.* Recherches et rédaction : Anne-Sophie Simpère. Avec la participation de : Laurence Ledoux Olivier Petitjean Lora Verheecke, Observatoire des multinationales.

Photo de une : Le président argentin Javier Milei en 2024 au Forum économique mondial/CC BY-NC-SA 2.0
World Economic Forum via flickr.

Ne pas se tromper de fléau

Bêtement inquiets que nous étions du dérèglement du climat, du retour du fascisme et de la multiplication des guerres, nous avons perdu de vue la vraie menace, fort heureusement rappelée par Alain Finkielkraut : la gauche antiraciste.



Alain Finkielkraut, à l'Institut de France à Paris, le 4 novembre 2021. © Stéphane De Sakutin / AFP

Il peut arriver qu'on se fasse de fausses frayeurs – puis qu'on s'aperçoive, grâce à un penseur providentiel, que le vrai « fléau » qui nous menace n'est pas du tout l'un de ceux que l'on supposait. En ce pluviométrique mois de mars 2024, par exemple, si on ouvre la fenêtre et si on se penche un peu pour regarder ce qui se passe dans nos alentours, on peut vite s'effarer, parce que, où qu'on porte les yeux, tout est tellement *flippant* qu'on ne sait plus par où commencer pour raconter ce qu'on voit.

Là : une apocalypse climatique dont nous commençons, d'inondations en incendies et de tempêtes en sécheresses, à discerner pour de bon que les capitalistes crispés sur leurs profits qui prétendent vouloir l'empêcher, non seulement ne l'arrêteront pas, mais la *précipitent*, au contraire. Ici : le fascisme, qui, partout – de Buenos Aires à Delhi, de Rome à Washington, pour ne rien dire de ce qui se passe chez nous la France –, pousse sa méchante gueule dans chaque encoignure que nous lui abandonnons. Là, enfin, les guerres : celle, impérialiste, de Poutine en Ukraine. Celle, génocidaire, de Netanyahu à Gaza, d'où nous arrivent des images toujours plus insoutenables et des récits de pure abjection. On peut vraiment se dire que tout ça fait, dans l'époque, beaucoup d'horribles *calamités*.

Mais voilà qu'arrive Alain Finkielkraut, philosophe, qui répond ce dimanche aux questions d'un magazine réactionnaire. Finkielkraut, rappelons-nous : c'est le gars qui expliquait en 2017, pour défendre son « ami » Renaud Camus, inventeur de la *fantasmagorie complotiste et raciste* du « grand remplacement » (des populations blanches établies depuis trente siècles à Bâgé-le-Châtel [Ain] par des hordes bariolées venues des bouts du monde), que ledit Camus pouvait, certes, se montrer outrancier, mais que, tout de même, il fallait le comprendre, car c'était « un crève-cœur pour lui de savoir que tant de Français vivent à Saint-Denis, Sevran, La Courneuve, Tourcoing et même certains quartiers de Paris comme dans une terre étrangère ».

Pour le philosophe, c'est la gauche antiraciste qui, en 2024, est antisémite – et donc raciste –, à l'unisson des nouvelles classes dangereuses et bariolées des faubourgs.

Sept ans plus tard, le même explique très sérieusement, dans *Le Journal du dimanche*, que « la parenthèse raciste de l'antisémitisme s'est refermée en 1945 », que « l'antisémitisme contemporain parle la langue immaculée de l'antiracisme », et que du coup « l'extrême gauche peut impunément s'aligner sur les positions et les passions des électeurs des territoires perdus de la République » – d'où « les résultats mirobolants de Jean-Luc Mélenchon dans les villes de la banlieue francilienne ».

Traduction : c'est la gauche antiraciste qui, en 2024, est antisémite – et donc raciste –, à l'unisson des nouvelles *classes dangereuses* et quelque peu bariolées des faubourgs. Le philosophe en conclut, toujours très sérieusement, que « l'antiracisme dévoyé est le fléau du XXI^e siècle » – et on se sent idiot d'avoir imaginé que le dérèglement du climat, additionné au retour du fascisme et à la multiplication des guerres, était un peu plus menaçant que le combat contre les haines raciales.

Sébastien FONTENELLE • 20 mars 2024 (Politis)

Guerre et paix « made in America » : Adolph Hitler est le « porteur de flambeau de la démocratie » en Ukraine

Une partie de cet article a été publiée pour la première fois en anglais le 7 septembre 2018. Il a été mis à jour par l'auteur le 1er mai 2024.

Présentation

Les deux partis néo-nazis de la soi-disant coalition gouvernementale ukrainienne sont activement soutenus par la « communauté internationale », à savoir nos gouvernements.



Le coup d'État EuroMaidan de 2014, soutenu par les États-Unis, a été mené avec le soutien des deux factions nazies : *Svoboda* et *Right Sektor*.

Le Congrès américain a alloué plus de 60 milliards de dollars d'aide militaire, qui seront en grande partie gérés par la faction nazie du régime de Kiev, qui exerce son pouvoir dans le domaine du renseignement, des affaires intérieures, de la sécurité nationale et de l'armée, en liaison avec ses *sponsors* États-Unis-OTAN.



Dmytro Yarosh (Centre) EuroMaidan Coup d'État.

Flash-back sur l'occupation de l'Ukraine par l'Allemagne nazie (1941-1944)

Le terme « *néo-nazi* » est trompeur. Ces deux partis, d'un point de vue idéologique, ne sont pas « nouveaux ». Le suffixe Neo est trompeur.

Ces deux entités « *néo-nazies* » *Svoboda* et *Right Sektor* qui collaborent activement avec les gouvernements occidentaux sont des partis nazis à part entière, historiquement alignés (remontant à la Seconde Guerre mondiale) avec l' *Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN)* de *Stepan Bandera* (OUN-B).

Au début de l'opération Barbarossa (22 juin 1941), en coordination avec les escadrons de la mort (*Einsatzgruppen*) de l'Allemagne nazie, *les membres de l'OUN-B ont joué un rôle déterminant dans les meurtres commis dans la ville de Lviv*, dans la région occidentale de la Galice, entraînant le massacre et la déportation de plus de 100 000 Juifs :

« Les *pogroms de Lviv* étaient une série de pogroms et de massacres de Juifs consécutifs en juin et juillet 1941 dans la ville de Lwów (Lviv, Lvov) dans l'est de la Pologne/Ukraine occidentale occupée par l'Allemagne (aujourd'hui Lviv, Ukraine). *Les massacres ont été perpétrés par les nationalistes ukrainiens (en particulier l'OUN)*, les escadrons de la mort allemands (*Einsatzgruppen*) et la population urbaine du 30 juin au 2 juillet [1941]. »



Alors que Stepan Bandera avait annoncé la création d'un État ukrainien nazi, qui s'engageait à « travailler avec l'Allemagne nazie », Adolph Hitler désapprouvait cette proclamation. Malgré l'arrestation de Bandera, *les membres de l'OUN-B ont collaboré activement avec les forces d'occupation de la Wehrmacht (1941-1944)*.

En Ukraine :

« ... jusqu'à un million de Juifs ont été assassinés par les unités *des Einsatzgruppen*, les bataillons de police, les troupes de la Wehrmacht *et les collaborateurs nazis locaux* » (c'est nous qui soulignons)

Le 1er septembre 1941, le journal ukrainien *Volhyn*, parrainé par les nazis, écrivait, dans un article intitulé *Conquérons la ville*, à savoir Lviv :

« *Tous les éléments qui résident sur notre terre, qu'ils soient juifs ou polonais, doivent être éradiqués.*

Nous sommes en ce moment même en train de résoudre la question juive, et cette résolution fait partie *du plan de réorganisation totale de l'Europe par le Reich*.

L'espace vide qui sera créé devra être immédiatement et irrévocablement comblé par les véritables propriétaires et maîtres de cette terre, le peuple ukrainien ».

La carte ci-dessous représente le territoire sous occupation allemande nazie (1942) s'étendant de la Galice à Kiev et Odessa.

Elle indique les villes abritant des ghettos juifs, lieux de grands massacres. À cet égard, le *camp de concentration de Janowska* a été établi dans la banlieue de Lviv en septembre 1941.

La population juive de Lviv s'élevait à 160 000 personnes. Le *camp de Janowska* combinait « des éléments de travail, de transit et d'extermination ».

« Lorsque les forces soviétiques ont atteint Lviv le 21 juillet 1944, moins de 1 % des Juifs de Lviv avaient survécu à l'occupation. »



Vidéo : Guerre et paix en Amérique.

Michel Chossudovsky et Caroline Mailloux.

Nos gouvernements sont alignés et soutiennent le mouvement nazi ukrainien qui a collaboré avec l'Allemagne nazie et a été activement impliqué dans des crimes contre l'humanité (1941-1944). Quelles sont les implications ? (<https://youtu.be/gQqwqqrKkik>)

La vidéo est également disponible sur les liens suivants :

Odysee: <https://odysee.com/@lestu-dio:d/handbrale-chossu-FR:d>

Rumble: <https://rumble.com/v4sbwph-michel-chossudovsky-guerre-and-paix-american-style.html>

Négation de l'Holocauste ?

L'OUN-B était complice des crimes de l'Allemagne nazie. Nos gouvernements – qui prétendent être fermement attachés à la social-démocratie – soutiennent activement un mouvement nazi ukrainien qui a collaboré avec les forces d'occupation de l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale.

C'est la vérité tacite qui est ancrée dans notre histoire, négligemment ignorée à la fois par les médias et par la « Classe politique » d'Europe occidentale.

En ignorant l'héritage de la Seconde Guerre mondiale de *l'OUN-B de Stepan Bandera* et en le décrivant avec désinvolture comme un nationaliste antisoviétique, les grands médias ainsi que nos gouvernements se rendent complices de ce qui pourrait être décrit comme un « négationnisme ».

Flash Forward : Collaborer avec les nazis d'aujourd'hui

Il existe de nombreuses preuves de collaboration entre le régime néo-nazi de Kiev et les États membres de l'OTAN, notamment en ce qui concerne le flux continu d'aide militaire ainsi que la formation et le soutien fournis aux forces ukrainiennes, sans parler du bataillon nazi Azov.



À son tour, le bataillon Azov – qui fait l’objet d’une aide militaire – a également participé à la conduite de camps d’entraînement d’été nazis pour enfants et adolescents.

Voir : Le « camp d’été néo-nazi » en Ukraine. Formation militaire pour les jeunes enfants et les recrues paramilitaires
(<https://www.globalresearch.ca/military-training-for-young-children-at-ukraines-neo-nazi-summer-camp-recruitment-of-ukraines-child-soldiers-financed-by-us-nonlethal-military-aid/5472801>)

Mondialisation.ca, 04 mai 2024

Le « camp d’été néo-nazi » en Ukraine. Formation militaire pour les jeunes enfants et les recrues paramilitaires

Les camps d’été du bataillon Azov sont soutenus par l’aide militaire américaine acheminée à la Garde nationale ukrainienne via le ministère de l’Intérieur. Le MIA coordonne « l’opération antiterroriste » (ATO) dans le Donbass.

Aujourd’hui, ces enfants, dûment endoctrinés, sont des adolescents qui sont enrôlés pour servir dans les forces armées et/ou dans le bataillon Azov.





120 jours de gouvernement d'ultradroite en Argentine

Les quatre premiers mois du gouvernement de Javier Milei se sont écoulés. Le président qui se présente comme « libertaire » et « anarcho-capitaliste » se vante de réaliser le « plus grand ajustement de l'humanité » tout en appelant les hommes d'affaires à investir en Argentine parce que c'est « une excellente affaire pour entrer et gagner beaucoup d'argent ».

L'identification de Milei à l'ordre capitaliste et sa vocation à faire fonctionner un système en crise évidente, non seulement sur son propre territoire, mais sur l'ensemble de la planète, sont claires. Milei soutient une conception de la politique économique pour tout le monde. C'est ce qu'il a défendu à Davos, au Forum économique mondial et au sommet des conservateurs aux États-Unis.

Son alignement politique international se fait sur les États-Unis et Israël, sans fissures, dans une prédication contre toute alternative au capitalisme, qu'il s'agisse du socialisme, du populisme, dans lequel il n'inclut que la gauche, ainsi que du féminisme, de l'environnementalisme, ou de toute revendication qui limite la dynamique de l'exploitation de la force de travail et du pillage des biens communs.

Les manifestations discursives contre les présidents du Mexique, de la Colombie ou du Brésil font partie d'une diatribe agressive contre Cuba, le Nicaragua ou le Venezuela sur notre territoire, mais surtout contre la Chine et les pays sanctionnés unilatéralement par Washington et ses alliés en Europe et en Asie.

L'Argentine avec Milei fait partie de l'offensive de l'ultra-droite qui vise à consolider l'offensive du capital contre le travail, la nature et la société.

Après quatre mois, il est clair d'identifier dans son gouvernement qui sont les bénéficiaires et qui sont les perdants de la politique économique.

Parmi les bénéficiaires, tout renvoie aux premières dispositions adoptées le 10 décembre 2023. À l'époque, il avait été décidé :

- a) une dévaluation, avec un dollar qui est passé de 400 à 800 pesos et avec des dévaluations programmées de 2 % par mois pour être actuellement à 864 pesos par dollar selon la BCRA ;
- b) la libéralisation des prix, permettant la réévaluation des prix des biens et des services, favorisant les profits concentrés du secteur hégémonique des entreprises locales et étrangères.

Ces deux dynamiques se poursuivent, car il existe une forte pression pour approfondir la dévaluation de la monnaie et poursuivre le réalignement des prix relatifs, en particulier l'augmentation des tarifs des services publics. La réalité est une augmentation de l'inflation en monnaie locale et en devises étrangères.

C'est un cours qui a poussé l'inflation en décembre 2023 à doubler la marque la plus élevée du gouvernement précédent en novembre de l'année dernière, de 12,8% à 25,5%, qui annualisé à février 2024 a atteint 276,2% ; avec une projection selon les consultants BCRA d'environ 190% pour l'ensemble de 2024, de 20,6% en janvier, 13,2% en février, une estimation similaire pour mars et si une projection d'un chiffre par mois à partir d'avril ou de mai est réalisée.

Les grands gagnants sont donc les secteurs les plus concentrés de la production et des exportations locales, parmi lesquels l'agro-industrie, les hydrocarbures et les mines, précisément les mêmes secteurs transnationalisés que le gouvernement désigne comme les moteurs de la reprise après le creux de la récession que connaît actuellement l'économie.

Cela apparaît déjà dans les données de janvier, où l'Estimateur mensuel de l'activité économique (EMAE) « a enregistré une baisse de 4,3 % en comparaison annuelle, et de 1,2 % par rapport à décembre en mesure corrigée des variations saisonnières ». Parmi les quelques secteurs présentant des données positives figurent le secteur agro-exportateur et l'industrie minière.

Le secteur industriel montre des signes de récession, comme l'indiquent les statistiques officielles : « En février 2024, l'indice de la production industrielle manufacturière (IPI manufacturier) a enregistré une baisse de 9,9 % par rapport au même mois de 2023. Le chiffre cumulé pour les deux premiers mois de 2024 montre une baisse de 11,1% par rapport à la même période en 2023 ».

Il est important de noter que cette liste de gagnants n'inclut pas la majorité de la société argentine. Par conséquent, les grands bénéficiaires de la politique du gouvernement sont les producteurs et exportateurs les plus concentrés, les grands investisseurs étrangers et le secteur associé à la spéculation et à la finance.

Ainsi, l'évolution de l'économie argentine répond aux attentes des capitalistes mondiaux et locaux qui observent avec intérêt ce qui se passe en Argentine, car toutes les conditions macroéconomiques sont réunies pour investir dans un territoire qui génère une rentabilité plus qu'adéquate.

La question est importante car l'Argentine est conditionnée par l'endettement extérieur, en particulier par l'accord avec le FMI, qu'il s'agisse du prêt de Mauricio Macri en 2018 ou de la renégociation du gouvernement d'Alberto Fernández en 2022, qui augmente la dépendance à l'égard de la dette jusqu'en 2034.

L'Argentine fait l'objet d'un audit trimestriel du FMI et le fait d'être un payeur en série de ses engagements extérieurs, ou de les renégocier en échange d'une perte de souveraineté, offre d'excellentes opportunités de revenus pour les investisseurs à la recherche de rendements élevés en période de crise mondiale.

Les comptes financiers montrent des signes pour ces grands investisseurs internationaux, en raison de la réduction de l'écart entre les différents taux de change et de la diminution du risque pays, avec une croissance des valorisations des titres et des actions.

Dans ce contexte, la croissance des réserves internationales, qui s'élevaient à 21,2 milliards de dollars en décembre dernier et ont atteint 28,2 milliards de dollars en mars, est remarquable. Il s'agit d'un résultat soutenu par une balance commerciale positive de 3,2 milliards, mais plus encore par le retard dans le paiement des importations de 9,3 milliards. À cela s'ajoute la perte de devises due aux paiements d'intérêts et autres aspects de plus de 8,1 milliards.

Les bénéficiaires de la politique du gouvernement Milei sont des secteurs économiques très concentrés liés à la production et à l'exportation de produits agricoles, énergétiques et miniers à grande échelle.

Tous ces secteurs sont associés et liés à la grande propriété foncière, à la grande bourgeoisie locale et aux investisseurs étrangers.

S'il s'agit là des gagnants, il est clair que les perdants sont les mêmes. En premier lieu, il y a les retraités et les travailleurs actifs, auxquels s'ajoutent les petites et moyennes entreprises qui lient leurs revenus au pouvoir d'achat des revenus populaires.

Pour les premiers, la question est dramatique, elle réitère ce qui s'est passé au cours des derniers gouvernements, puisque la formule d'actualisation des revenus des pensions ne résout pas les besoins des retraités et des pensionnés, qui se situent aujourd'hui à un niveau de 685 000 pesos par mois et que la majorité, les deux tiers des retraités (7 millions de personnes), reçoivent quelque chose comme un tiers de ce dont ils ont besoin pour une vie digne et adéquate pour les personnes âgées.

En ce qui concerne les salaires, 40% des travailleurs sont en situation irrégulière, flexibilisés, avec des contrats sans sécurité sociale. Les revenus de ces travailleurs en situation irrégulière sont pires que ceux des travailleurs de l'État, qui vivent aujourd'hui dans une situation de licenciements prolongés : le gouvernement parle de 15 000 licenciements pour la « Semana Santa ».

Les sources syndicales s'interrogent sur le nombre concret et réel de ces licenciements, mais le président lui-même a indiqué que l'objectif était de licencier 70 000 travailleurs contractuels. En fait, les travailleurs engagés pour un an sont maintenant réduits à trois mois. C'est une épée de Damoclès permanente sur les employés contractuels de l'État. L'État est le plus grand employeur en situation irrégulière, et c'est donc lui qui rend la main-d'œuvre argentine plus précaire.

Les salaires des travailleurs irréguliers sont les plus bas, ceux qui ont le plus perdu, suivis par l'État et le secteur privé régularisé.

Le gouvernement a déclaré qu'il n'approuverait pas l'actualisation des salaires conformément aux accords conclus entre les employeurs et les travailleurs. D'autre part, des négociations sont en cours pour rétablir l'impôt sur les salaires, ce qui obligerait à nouveau les travailleurs ayant des revenus élevés par rapport à la moyenne à payer des impôts pour couvrir les besoins en ressources de la nation et des provinces.

Comme on peut le constater, les bénéficiaires sont très concentrés et une grande partie de la population argentine est lésée par cette politique de concentration des revenus et des richesses.

Consensus et conflit politique

Les résistances se développent dans un contexte de mécontentement face à l'inflation et à la récession, qui n'est pas encore devenu un projet alternatif face à la méfiance et à la critique des gouvernements précédents, en particulier le péronisme et son hégémonie kirchneriste.

Cette question est intéressante en raison de l'hégémonie péroniste sur le mouvement populaire depuis 1945 et de la prééminence d'une nouvelle vague d'activisme social chez les jeunes ces dernières années sous la direction de Néstor Kirchner et de Cristina Fernández.

La gauche est également touchée et fait référence à des problèmes historiques depuis l'émergence du péronisme en tant qu'expression de la représentation de masse.

Il faut considérer à proprement parler la dimension culturelle et sociale de la gauche, au-delà de la représentation institutionnelle, voire des liens politiques entre les franges sociales, territoriales et politiques de la gauche et le péronisme, dans le cadre d'une recherche de nouvelles articulations pour la réorganisation du mouvement populaire.

L'ultra-droite, à travers les médias et les réseaux sociaux, exerce une politique efficace d'intervention culturelle pour disqualifier le péronisme, le kirchnerisme et, dans ce contexte, la gauche dans son ensemble. Comme nous l'avons déjà dit, pour Milei, tout est pareil, « communisme, socialisme, kirchnerisme, péronisme, populisme, féminisme, écologisme, etc. ».

La question est de savoir comment reconstruire une identité populaire au-delà des identités traditionnelles et synthétiser la résistance élargie pour les revendications démocratiques, contre les licenciements et la perte du pouvoir d'achat des revenus populaires, avec un projet politique anticapitaliste et anti-impérialiste et pour des transformations profondes contre l'exploitation et le pillage.

C'est une préoccupation qui reconnaît le débat intellectuel et politique dans divers espaces sociopolitiques, syndicaux et territoriaux, de militants actifs qui se reconnaissent dans la tradition péroniste ou dans la gauche, et qui n'ont pas toujours articulé leurs propositions politiques ou civilisatrices dans leur ensemble.

Il ne s'agit pas seulement d'un sujet de débat local, mais aussi d'un sujet global, qui renvoie à la discussion sur le thème du changement et de la révolution, ainsi que sur les identités politiques nécessaires dans la perspective de la lutte contre l'offensive capitaliste, la droite et l'ultra, comme dans le cas de l'Argentine et d'autres pays de la région et du monde.

En fait, ce qui est proposé est un débat stratégique pour orienter une perspective d'émancipation dans le présent et le futur proche. Il s'agit d'un débat structurel face à la permanence d'un projet qui commence déjà à présenter sa stratégie pour les élections de mi-mandat en 2025 et pour le renouvellement du mandat présidentiel en 2027.

Nous sommes mis au défi de construire une alternative politique contre et au-delà du capitalisme.

Julio C. GAMBINA, 25 avril 2024

Sources : tramas.ar et InvestigAction

Traduction: Robin Delobel